

l'Anticapitaliste

n°613 | 28 avril 2022 — 1,50 €

l'hebdomadaire du NPA ~ LANTICAPITALISTE.ORG

MACRON RÉÉLU, LE COMBAT CONTINUE

LE
1^{ER} MAI



**TOU·TE·S
DANS LA RUE!**

Dossier

MACRON ACTE 2: FAIRE FACE À LA RÉGRESSION GÉNÉRALISÉE

Pages 6 et 7

ÉDITO

1^{er} Mai: contre Macron et son monde, nos luttes sont internationales! Page 2

PREMIER PLAN

Jeunesse. Macron réélu, la jeunesse est déjà dans la rue!
Page 3



ACTU INTERNATIONALE

Tchad. Quand la France avalise le coup d'État
Page 5

LIBRE EXPRESSION

L'économie mondiale à nouveau dans le brouillard
Page 12



Par MANON BOLTANSKY

1^{er} Mai: contre Macron et son monde, nos luttes sont internationales!

L, élection présidentielle est terminée. Ça y est: le «bref soulagement» de ne pas voir l'extrême droite arriver au pouvoir, dont parlait Philippe Poutou au soir du premier tour, s'est déjà dissipé... Maintenant «c'est parti pour 5 ans de plus avec Macron». Pour nous et pour touTEs les oppriméEs, les classes populaires, les travailleuses et travailleurs, les précaires, les chômeurEs, les migrantEs, il va falloir continuer à se battre... Et encore plus fort et plus nombreuses et nombreux que les cinq dernières années. Nous nous sommes mobiliséEs, entre les deux tours, pour réagir contre la montée de l'extrême droite et le risque particulier qu'elle représente pour les personnes racisées, les femmes et les personnes LGBTI, mais également pour les militantEs du mouvement social et l'ensemble de notre classe. Mais nous ne sommes pas dupes: ce «répit» de cinq ans est de courte durée... Et, si nous les laissons faire, il se fera au prix d'une politique qui a déjà activement ouvert la voie à l'arrivée de Marine Le Pen et Zemmour.

Le 1^{er} Mai sera le premier rendez-vous pour s'opposer et crier notre rage et notre rejet des politiques ultra-libérales, autoritaires et racistes du président réélu. Il est important que toutes nos colères puissent s'y retrouver et y converger! La «non-campagne» de Macron n'était pas bien fournie... mais il a quand même trouvé le moyen de nous promettre toujours plus d'attaques antisociales et de mépris. Il l'a dit lui-même: la «réforme» des retraites sera la grande bataille de son mandat. Bataille? C'est certain car, comme lors de son premier mandat et même plus encore, nous ne nous laisserons pas faire...

Le 1^{er} Mai n'est pas n'importe quelle date dans l'histoire du mouvement ouvrier. Elle commémore les luttes internationales des travailleuses et des travailleurs pour leurs droits, à commencer par la grande grève du 1^{er} mai 1886 menée par des ouvriers étatsuniens pour la journée de 8 heures. À l'image de l'appel lancé par Marx et Engels dans le *Manifeste du Parti communiste* («Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!»), le 1^{er} Mai est une journée de lutte qui est célébrée par les travailleurEs du monde entier. Dans ce monde en crise, contre un capitalisme ultra-libéral, violent et guerrier: plus que jamais nos luttes sont internationales. Dimanche prochain, 1^{er} Mai, contre Macron et son monde: On sera toujours là!

BIEN DIT

Si Marine Le Pen n'a plus besoin d'insister sur ses thèmes de prédilection, c'est que les autres se chargent du message. Car elle n'a pas seulement dédiabolisé son parti, elle a infecté tout le spectre politique. Ses porte-parole se recrutent bien au-delà de ses propres rangs. Elle aurait tort d'insister.

Sur l'immigration, l'islam, l'identité nationale, la laïcité, peu nombreux sont ceux qui peuvent lui faire la leçon.

CHRISTIAN SALMON (écrivain), libération.fr, 21 avril 2022.

À la Une

MACRON RÉÉLU, LE COMBAT CONTINUE

Le 1^{er} Mai, tou·te·s dans la rue!

Dimanche soir, en conclusion d'une non-campagne et comme symptôme d'une crise démocratique sans précédent, Macron a été réélu. Avec 58,5% des suffrages exprimés, son libéralisme autoritaire l'a donc emporté sur le libéralisme crypto-fasciste et raciste porté par Le Pen. Le «tout-sauf-Macron» ne l'a pas emporté sur le «tout-sauf-Le-Pen», et c'est tant mieux pour notre camp social, tant cette dernière représentait un danger mortel. Mais les combats restent devant nous...

Le pire a donc été évité: en politique plus qu'ailleurs, deux maux, même très graves, doivent toujours être hiérarchisés. D'un côté une droite dure, ultra-libérale, technocratique, policière, liée aux vieux partis de gouvernement, à l'État et ses appareils, aux firmes du CAC 40, mais sans base sociale de masse et détestée par une grande partie du pays. De l'autre une extrême droite raciste mais lissée, démagogique et menteuse, en quête de respectabilité, avec malheureusement une certaine base populaire...

Le taux d'abstention s'élève à 28%: il s'agit du second score le plus important de l'histoire de la 5^e République... derrière l'élection de 1969 qui avait opposé deux candidats de droite. Près d'un tiers des électeurEs ne veulent même plus jouer cette comédie. Le nombre de votes blancs et nuls s'élève à plus de 3 millions (6,2%), un chiffre là encore particulièrement élevé. En chiffres bruts, les abstentions représentent plus de 13,6 millions de «non-votes» (soit davantage que le score de Le Pen avec 13,3 millions de voix). Au total, Macron n'a donc été élu que par 38,52% des inscritEs, soit le deuxième pire score de l'histoire de la 5^e République.

Rouleau compresseur

La crise politique, démocratique, qui met en cause la légitimité de ce président à nouveau mal élu, s'accentue. Entre 2017 et 2022, Macron a perdu près de deux millions de voix. Son bilan négatif est sans appel, et ce second mandat s'annonce comme un approfondissement des attaques sociales, démocratiques et idéologiques réactionnaires. Le boulevard pour l'extrême droite devrait donc encore s'élargir avec une Marine Le Pen qui, de son côté, a gagné 2,7 millions de voix par rapport au second tour de 2017. Autant le dire:



durant cinq ans, Macron, avec ses politiques racistes, autoritaires et antisociales, n'a nullement été un «rempart» contre l'extrême droite. Et au vu des intentions pour ce nouveau quinquennat, la tendance ne risque pas de s'inverser.

Le président a été mal élu et le sait, mais lui et son entourage ont été très clairs au soir et au lendemain du premier tour: ils comptent mettre en œuvre leur programme, tout leur programme, rien que leur programme. Et de toute évidence, ils n'ont pas l'intention d'attendre septembre, ni même juin, pour passer à l'offensive. C'est donc dès maintenant que la riposte doit s'organiser pour faire face à ce rouleau compresseur, sans attendre les élections législatives. Comme un symbole, Bruno Le Maire a d'ailleurs annoncé au lendemain de l'élection de Macron que le recours au 49.3 n'était pas exclu pour faire passer la réforme des retraites. Ça commence bien.

Faire face

Il y a urgence à tracer une perspective d'émancipation, à construire une gauche de combat. Le NPA est favorable à ce que dans les prochaines élections législatives, il y ait des candidatures d'union pour faire face à la droite et à l'extrême droite, sur la base d'un programme de contestation du macronisme et de rupture avec les politiques capitalistes. C'est la raison pour laquelle nous avons répondu positivement à l'invitation à discuter avec l'Union populaire, avec la ferme volonté d'aboutir à des candidatures unitaires à gauche. Mais c'est aussi, et peut-être surtout, le troisième tour social qui s'ouvre dans la rue, sur nos lieux de travail et d'études, à commencer contre la «réforme» annoncée de nos régimes de retraite. Des luttes sociales à construire pour résister à l'offensive de Macron 2, condition indispensable pour changer la donne durablement. Et cela commence dès

le 1^{er} Mai, en étant le plus nombreux et nombreuses possible dans la rue pour faire entendre, une semaine après l'élection de Macron, notre détermination et notre refus d'une quelconque «trêve».

Au-delà, et pour parvenir à construire une opposition résolue à Macron, avec la perspective d'une contre-offensive, nous aurons besoin à la fois d'unité et de radicalité. Partis, syndicats, associations et collectifs écologistes, antiracistes, féministes, LGBTI : il faut construire un front commun et durable de notre classe, articulant mobilisations de rue et batailles idéologiques, en particulier contre l'extrême droite. De ce front et des luttes multiples pourrait alors émerger une force politique anti-capitaliste, antifasciste, féministe, écologique et internationaliste, pour la transformation révolutionnaire de la société. C'est nécessaire et c'est urgent.

APRÈS LA PRÉSIDENTIELLE

Où vont les extrêmes droites?

Dimanche dernier, Marine Le Pen passe de 8 millions de voix au premier tour à plus de 13 millions de voix au second (41,5%), contre 10,5 millions en 2017 (33,9%). Elle annonce son «éclatante victoire», celle de la «véritable opposition» à Emmanuel Macron. La recomposition d'un «contre-pouvoir fort» ressemblant toute l'extrême droite est loin d'être acquise. Mais Marine Le Pen le rappelle: «Enterrés, nous l'avons été mille fois...». Ce n'est plus, et depuis longtemps, une montée de l'extrême droite, mais bien l'installation d'une force nationaliste articulant collaboration de classe et projet xénophobe.

Eric Zemmour compte bien être le centre de gravité de la «grande recomposition» que Marine Le Pen envisage. Cachant mal sa satisfaction, il constate que «c'est la huitième fois que la défaite frappe le nom de Le Pen» et profite pour réitérer son appel de l'entre-deux tours: créer «une grande coalition des droites et de tous les

patriotes pour les prochaines législatives [...] contre Emmanuel Macron et Jean-Luc Mélenchon». Sébastien Chenu, qui jugeait déjà en 2018 «ringard» et «restrictif» l'appel à une union des droites, préfère une «union des patriotes», pour «ne pas se rétrécir». Thierry Mariani, autre porte-parole du RN, ne croit pas «à une coalition de partis mais de can-

didats», s'interrogeant sur la forme qui rassemblerait «électeurs de Dupont-Aignan, Zemmour et même de Jean Lassalle».

Quelle «opposition»?

La stratégie d'implantation électorale du RN n'a pas été menée comme l'entendait Marine Le Pen. En manque

de notables, le RN peine toujours à trouver des candidatures sérieuses. Reconquête mettra en avant ses cadres locaux, dont plusieurs anciens du RN-FN. Sa dynamique militante, avec plus de 120 000 adhérents, pourra lisser les conflits internes, mais pas avec l'allié potentiel, mené toujours par une dirigeante du nom de Le Pen. Cependant, arrivant en tête au premier tour dans 206 circonscriptions sur 577, Marine Le Pen est portée par une indéniable dynamique électorale. Deux cas de figure: un «bloc nationaliste» parvient à surmonter ses contradictions et se constitue comme une force d'opposition jamais atteinte à l'Assemblée nationale. Leurs appareils politiques se renforcent et tendent à laminer les voix alternatives d'opposition à Macron et son monde. Autre possibilité: malgré la dynamique électorale du RN et la dynamique militante de Reconquête,

Un monde à changer

SOUTIEN À L'AMBASSADE DES IMMIGRÉ·S

Lundi 18 avril, à l'initiative du collectif La Chapelle Debout, plusieurs dizaines d'exilé·Es, sans papiers et en situation de rue, ont investi dans le 9^e arrondissement parisien un immeuble de bureaux, vide depuis plusieurs années. Il s'agit d'un immeuble appartenant à la société étatsunienne d'assurances Cunningham Lindsey, mise en cause dans l'affaire des Paradise Papers et dont la filiale française a pu mettre sur pied un schéma complexe d'optimisation fiscale allant du Luxembourg jusqu'aux îles Caïmans en passant par le Delaware.

Puissent ainsi être logées une petite centaine de personnes ayant vécus sous les ponts de la Chapelle et Stalingrad

depuis plusieurs mois ou années après avoir fui leur pays en guerre. Le NPA apporte tout son soutien à cette action, salue la solidarité qui se met en place chez les riverain·Es et se tient solidaire des revendications des occupant·Es qui réclament un logement pour touT·Es, la facilitation des démarches administratives et sociales pour touT·Es les étranger·Es, l'amélioration du traitement des étranger·Es en France, le droit à l'éducation et à la santé, la réouverture et le réexamen des dossiers d'asile des personnes déboutées sans motif valable et clair, la possibilité de travailler... Le collectif La Chapelle Debout revendique l'ouverture de ce lieu d'accueil pour dire non au racisme du quotidien et au racisme d'État, et pour remettre l'égalité à l'ordre du

jour. Ce lieu d'auto-organisation des premières personnes concernées par la banalisation des discours et pratiques racistes se veut être un espace de résistance « où puisse se reconstruire la solidarité entre français·Es et étranger·Es, entre exilé·Es et sans-papiers, entre les immigré·Es et leurs enfants. Pour que les immigré·Es aient un lieu indépendant pour se réunir et s'organiser librement entre ici et là-bas ». « Ce sera l'égalité ou rien ! Ce lieu est une arme. Ce lieu est un outil. C'est une ambassade de Paix dans un monde en guerre. Ceci est l'ambassade des immigré·Es C'est l'ambassade de celles et ceux à qui on répète qu'ils sont étrangers. Celle depuis laquelle nous préparons nos victoires collectives. Celle depuis laquelle nous obtiendrons l'égalité de toutes et tous. »

JEUNESSE Macron réélu, la jeunesse est déjà dans la rue !

Voilà donc Macron réélu. Sans guère d'adhésion de la part d'une jeunesse qui ne voulait pas de ce second tour, et dont une partie a voté à reculons contre Le Pen... tout en montrant à Macron qu'elle ne lui laisserait pas les mains libres ces cinq prochaines années.

Si le sentiment de se retrouver piégé par le second tour dépasse largement les jeunes, ils et elles ont cherché ces derniers jours le moyen d'exprimer à la fois le rejet de l'impassé électoral, et la volonté de se battre face au prochain quinquennat. C'est dans la rue que s'est manifestée cette résolution à se préparer aux prochaines attaques du gouvernement. Toute la semaine, lycéen·Es et étudiant·Es se sont organisés pour visibiliser leur lutte, se projeter devant les lycées mobilisés, débattre du sens de leur mouvement, porter leurs revendications (notamment la réouverture des facs et l'inscription des étudiant·Es d'Ukraine) devant une réunion des présidences d'université, qui a vaillamment été annulée...

Le gouvernement redoute un mouvement

Il n'a même pas fallu attendre sa réélection pour qu'une partie de la jeunesse sorte dans la rue. Avant le second tour, la région parisienne (où les vacances scolaires commencent cette semaine) a vu se



PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB

mobiliser des jeunes dégoûtés par ce duel électoral, qui ont exprimé leur colère par des rassemblements, des assemblées générales, des blocages de lycées qui se sont répétés toute la semaine... Leur mot d'ordre : « Ni Macron ni Le Pen... mais surtout pas Le Pen ! » De quoi susciter de nombreuses discussions politiques dans des AG où se mêlaient souvent lycéen·Es et étudiant·Es, décidés à faire barrage à la seconde, mais en lançant un avertissement à Macron. Lui-même a bien compris le risque de cette

mobilisation qu'il a condamnée et tenté d'étouffer, en imposant à la plupart des universités parisiennes une fermeture administrative aussi chaotique qu'injustifiée. Apparemment, le gouvernement redoute un mouvement et cherche à réduire les risques en renvoyant les étudiant·Es finir l'année universitaire à distance, avant le long tunnel des examens et de l'été. Une stratégie qui en dit long sur la crainte que lui inspire cette jeunesse remuante, qui s'est manifestée sous son premier quinquennat, et lui a

déjà montré qu'elle ne le laisserait pas tranquille ! À moins de fermer les universités pendant les cinq ans à venir !

Dans la rue le 1^{er} Mai

Car si la mobilisation est restée modeste, en raison notamment de ce « lock-out » universitaire absurde, elle n'en est pas moins enthousiasmante pour la suite. Loin de la démoralisation, c'est la détermination de ces étudiant·Es et de ces lycéen·Es qui a été remarquée, y compris dans les médias. Détermination à ne pas se laisser abattre, ni à se laisser endormir par de lointains rendez-vous électoraux. Ces jeunes qui pour la première fois ont fait l'expérience du piège et du chantage électoral ont retenu la leçon : comme le dit le slogan, ce n'est pas à l'Élysée ni à Matignon qu'ils obtiendront satisfaction ! Dimanche soir, des rassemblements de défiance à Macron ont émaillé toutes les grandes villes : une minorité combative de la jeunesse se prépare à la lutte. Et ça tombe bien, car à peine élu, Macron annonce déjà la couleur (réforme des retraites à coup de 49.3, conditionnement du RSA...).

Alors retrouvons-nous massivement dans la rue le 1^{er} Mai et même avant, pour lui montrer que le troisième tour a d'ores et déjà commencé.

Paul Levin



Agenda

Samedi 30 avril, hommage à Alain Krivine, Paris. À partir de 16 h à la « Mutu », 24, rue Saint-Victor, Paris 5^e (métro Maubert-Mutualité).

Hommage à Alain Krivine

Samedi 30 avril à partir de 16 h

Salle de la Mutualité (Paris, métro Maubert-Mutualité)



Dimanche 1^{er} mai, manifestations à l'occasion de la journée internationale des travailleur·Es.

Du dimanche 21 au mercredi 24 août, 14^e université d'été du NPA, Port-Leucate. Accueil le samedi 20 à partir de 14 h, départ le jeudi 25 août après le petit-déjeuner.

NO COMMENT

Pour moi la première leçon c'est que c'est d'abord une belle victoire et qu'il y a eu un vote d'adhésion à Emmanuel Macron et à sa politique.

BRUNO LE MAIRE, FranceInfo, 25 avril 2022.

les députés du « camp national » ne forment pas un groupe parlementaire. L'opposition d'extrême droite, jouant sur un déni de démocratie, cherche à apparaître sur d'autres terrains. Hormis les sénatoriales (2023) et les européennes (2024), il faudra attendre la fin du quinquennat pour des élections locales (élections municipales en 2026). Les visées électoralistes du RN tombent à l'eau. La construction d'une opposition se jouera donc ailleurs, dans tous les cas.

« Le salut est possible en dehors de l'élection »

La dynamique militante de Reconquête, construite sur la présidentielle, devra s'incarner autrement. Un ancien de l'Alvarium (organisation dissoute en novembre) appelle « Génération Z » à ne pas persister « dans l'illusion électrale ». En bref, il encourage à rejoindre

ou créer des groupes locaux, sous l'influence de l'Académie Christiana, axés sur la formation intellectuelle, l'action sociale et culturelle, conçus comme des communautés et des contre-sociétés. De son côté, l'Action française organisait avec *l'Etudiant libre* (journal catho-conservateur), une table ronde avec la Cocarde (organisation étudiante où se côtoient des partisans de Marine Le Pen comme d'Éric Zemmour) et Génération Z, sur le thème « Quelles directions politiques pour la jeunesse après 2022 ? ». Tout ne se joue pas sur le terrain électoral. Avant les législatives, le prochain rendez-vous des extrêmes droites concerne les courants extra-parlementaires et la jeune nébuleuse nationaliste violente, avec l'hommage à Sébastien Deyzieux (militant nationaliste mort en échappant à la police en 1994) et les célébrations de la « Fête nationale de

Jeanne d'Arc et du patriotisme ». Dans quelle mesure une partie de l'extrême droite serait-elle tentée d'apparaître le prochain 1^{er} Mai ?

Un projet mystificateur

Au-delà des accords électoraux, se joue toujours à l'extrême droite, sur fond de confusionnisme ambiant, l'illusoire synthèse du vote bourgeois, catholique et conservateur, pour Éric Zemmour, et d'un vote populaire pour Marine Le Pen, celui des exclus et des relégués en tout genre, des ouvreurs ou des communes péri-urbaines. Les forces d'extrême droite à l'œuvre chercheront à disputer leur hégémonie sur l'opposition aux politiques de Macron. Pour mystificateur que soit ce projet, c'est une donnée que le mouvement ouvrier ne doit surtout pas oublier dans ses réponses face aux crises. L'absence de perspectives

DÉFAITE DE L'EXTRÊME DROITE



unitaires de contre-offensive, articulant les questions du tournant autoritaire, du partage des richesses et des menaces nationalistes et racistes, reviendrait à leur laisser le champ libre.

Commission nationale antifasciste

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
0148 70 4227
redaction@npa2009.org

Tirage :
6 500 exemplaires

Diffusion :
0148 70 4231
diffusion.presse@npa2009.org

Directeur de publication :
Julien Salingue

Secrétaire de rédaction :
Julien Salingue

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Photographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 0148 70 4228
Fax : 0148 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM' VERT®

SUISSE Pour des transports publics gratuits, écologiques et de qualité

La campagne de récolte de signatures pour l'initiative « Pour des transports publics gratuits, écologiques et de qualité » a commencé lundi 21 mars. Le comité réunit les quatre jeunesse des partis de la gauche genevoise, à savoir la Jeunesse solidaire – solidaritéS Jeunes, les Jeunes POP, la Jeunesse socialiste et les Jeunes Vert·e·s.

Le but de l'initiative est clair : favoriser la mobilité douce dans un contexte social et écologique devenu critique. Elle s'inscrit dans la lignée d'autres initiatives pour des transports publics gratuits, dans les cantons de Vaud ou Neuchâtel notamment, et des mesures dans ce sens dans de nombreuses villes européennes et des États-Unis, signe de la volonté grandissante de pouvoir bénéficier de transports publics accessibles et de qualité. Si les GenevoisEs avaient refusé une initiative similaire en 2008, le contexte a beaucoup évolué depuis. À situation urgente, mesures radicales.



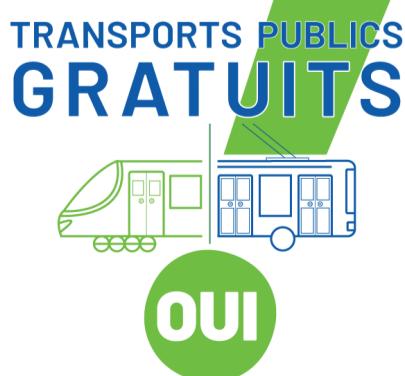
Changer de paradigme

Au-delà de la récolte de signatures, le comité d'initiative devra peut-être faire face à un combat constitutionnel. La gratuité pose en effet un problème juridique. La Constitution fédérale stipule que « les prix payés par les usagers des transports publics couvrent une part appropriée des coûts ». Jugée anticonstitutionnelle à Fribourg mais validée très récemment dans le canton de Vaud, l'incertitude plane concernant la future décision du Conseil d'État genevois. Les initiativEs soutiennent qu'à travers impôts et taxes, les usagerEs couvrent une part appropriée des coûts, proportionnellement à leurs revenus.

Osons espérer que la majorité « rose-verte » du Conseil d'État, dont les jeunesse sont engagées pour l'initiative, n'empêchera pas de soumettre le projet au vote. Cette question essentielle ne sera pourtant abordée qu'au terme de la campagne de récolte de signatures, à savoir le 20 juillet prochain. C'est pleine de confiance que la Jeunesse solidaire se lance dans la récolte. Les quelques stands déjà organisés nous l'ont montré : la population réclame l'entière prise en charge par la collectivité d'un service public essentiel. Si la gratuité n'est pas une fin en soi, elle représente un signal fort. L'économie punitive ne séduit pas comme peuvent en témoigner le refus de la loi CO₂ ou la mobilisation des gilets jaunes en France. Rendre les TPG gratuits, c'est offrir concrètement une contrepartie à la population en échange des efforts que l'urgence climatique impose. Changeons de paradigme et montrons tout ce qu'une société socialement et écologiquement responsable a à offrir !

Clement Bindschaedler

Paru dans le n° 404 de *solidaritéS* (Suisse)



ÉTATS-UNIS Manifestations contre l'incapacité à enrayer le changement climatique

Les manifestations de la Journée de la Terre, le 22 avril, motivées en partie par le dernier avertissement du GIEC, ont rassemblé des milliers de personnes dans les rues de plusieurs villes des États-Unis.

Avec le slogan « Fight for our Future » (Combattre pour notre futur), les militantEs du climat ont manifesté dans des grandes villes comme Atlanta, en Géorgie, et dans des petites villes comme Appleton, dans le Wisconsin. Extinction Rebellion a organisé des manifestations à New York et dans d'autres villes pour protester contre l'incapacité des médias à couvrir de manière adéquate la crise du changement climatique. Des jeunes ont défilé à San Francisco et manifesté devant Biden à Seattle. Des climatologues ont manifesté à la Maison Blanche à Washington, D.C. De nombreux et nombreuses manifestantEs ont protesté contre le fait que le président Biden a récemment reculé par rapport à ses promesses environnementales sous prétexte de la guerre en Ukraine.

Législation écologique bloquée

Les gouvernements des États-Unis et de l'Union européenne ont imposé des sanctions à la Russie pour son invasion de l'Ukraine. Ces sanctions ont réduit les ventes de pétrole de la Russie, ce qui a entraîné une augmentation de son prix qui s'est répercuté sur celui de l'essence – qui dépasse maintenant 4,20 dollars le gallon (4,5 litres) – ce qui a rendu Biden et les Démocrates moins populaires au moment même où les candidats commencent à faire campagne pour les élections de mi-mandat en novembre. Biden a donc décidé de libérer du pétrole des réserves stratégiques, de reprendre la vente par le gouvernement de concessions pétrolières et gazières onshore et d'autoriser la vente d'essence mélangée à de l'éthanol,



un carburant plus polluant. Toutes ces mesures vont à l'encontre de la promesse de Biden de réduire l'utilisation des carburants carbonés aux États-Unis.

Dans le même temps, le programme environnemental de Biden, dont le centre est une législation sur l'énergie verte dans le Build Back Better Act (loi pour reconstruire mieux), est bloqué au Sénat où Républicains et Démocrates disposent chacun de 50 voix. Joe Manchin, un sénateur démocrate de l'État producteur de charbon de Virginie-Occidentale, lui-même investisseur dans le secteur du charbon, a refusé de voter en faveur du projet de loi, ce qui a eu pour effet, pour l'instant, de le tuer dans l'oeuf.

Tout cela a frustré les écologistes qui considèrent les Démocrates comme leur meilleure chance d'obtenir une législation environnementale progressiste. Incapable de faire passer son grand programme environnemental, Biden a signé un décret

protégeant les forêts, dans le cadre d'une initiative internationale.

Nous disons que la crise climatique n'est pas causée par tout le monde

Les Socialistes démocratiques d'Amérique (DSA), qui présentent des candidats dans le cadre du Parti démocrate, ont fait de l'environnement un sujet important de leurs campagnes électorales locales. À New York, DSA fait campagne sur une plateforme appelant à la « puissance publique », c'est-à-dire à des centrales électriques appartenant à l'État. En effet, aux États-Unis, certaines centrales électriques appartiennent au gouvernement fédéral ou à celui d'un État, mais beaucoup sont privées et produisent pour le profit. Dans l'État de New York, Jay Wu, un organisateur du groupe de travail écosocialiste de DSA, explique que DSA a fait du service public de l'énergie un élément central de ses campagnes électorales actuelles.

« Lorsque nous avons fait du porte-à-porte, nous avons découvert que le souci du climat n'est pas seulement une question de libéraux, de blancs et de riches. C'est une énorme bombe d'anxiété dans la tête de tout le monde », dit Wu. « La façon dont les médias dominants parlent du climat donne aux gens un sentiment de désespoir. Nous disons que la crise climatique n'est pas causée par tout le monde. Elle est causée par des personnes très spécifiques qui possèdent des entreprises de combustibles fossiles qui polluent la planète, ainsi que par leurs lobbyistes et les politiciens qui leur permettent de le faire au lieu de nous en protéger. Quand vous en parlez de cette façon, c'est un combat. Et les gens veulent mener ce combat ».

À niveau national, des groupes comme System Change not Climate Change (Changer le système pas le climat) soulèvent la question de la nationalisation de l'ensemble de l'industrie des combustibles fossiles.

Si les ÉtatsunienEs se sont davantage intéressés à l'environnement au cours des quarante dernières années, ils sont pour l'instant largement préoccupés par les questions économiques, non seulement par la hausse du prix de l'essence, mais aussi par la hausse des taux d'intérêt, du coût du logement (qu'il s'agisse d'hypothèques ou de loyers), de la nourriture et des vêtements. Historiquement, les électeurEs à mi-mandat ont tendance à blâmer le président en exercice et son parti pour leurs problèmes – les choses s'annoncent donc mal pour les Démocrates... *Dan La Botz, traduction Henri Wilno*

RUSSIE/UKRAINE « Il ne faut pas confondre le consensus actuel en Russie avec une situation politique stable »

Extraits d'un entretien accordé à spectrejournal.com par Ilya Budraitskis, historien et militant de la gauche radicale russe¹.

L'état de l'opinion a changé depuis le début de la guerre. Dans les premiers jours, la plupart des gens étaient très désorientés par la guerre. La division et la confusion dominaient car il n'y avait pas eu de consensus construit à l'avance quant à la façon dont les gens devaient réagir.

Malgré le fait que les mobilisations contre la guerre n'ont pas été massives, elles ont été visibles et ont eu un impact. Des milliers de personnes ont participé à des manifestations dans tout le pays. Mais elles ont été durement réprimées.

Un apparent consensus de soutien à la guerre

Il semble maintenant qu'un nouveau consensus de soutien à la guerre se soit développé. C'est ce qu'indiquent les enquêtes d'opinion. Bien sûr, on ne peut pas leur faire confiance, mais il semble que la majorité de la population accepte la propagande du régime de Poutine. Il reste une minorité de la population, peut-être 20 à 30 %, qui s'oppose fermement à la guerre.

Je pense que le soutien à la guerre s'explique en partie par une prédisposition psychologique à croire à la propagande de l'État. Les gens se retrouvent dans une situation totalement inattendue, à laquelle ils n'étaient pas préparés, et ils optent donc pour la manière la plus confortable de la comprendre, c'est-à-dire accepter ce que dit le gouvernement plutôt que d'adopter une position radicale d'opposition. Ils croient également à l'affirmation du gouvernement selon laquelle la guerre sera bientôt terminée et que les choses reviendront à la normale. C'est une illusion rassurante. Qui sait comment ils réagiront lorsqu'ils réalisent que rien ne sera plus jamais comme avant en Russie ?

Le consensus actuel pourrait prendre une tournure dramatique dans les mois à venir. L'impact des sanctions est grave. Des centaines de milliers de travailleurEs ont perdu leur emploi. Les jeunes des grandes villes, qui étaient employés par des sociétés transnationales qui ont fermé leurs portes, se retrouvent soudainement sans emploi. Les travailleurEs industriels des entreprises automobiles transnationales

comme Volkswagen ont perdu leur emploi.

L'inflation a également augmenté de façon spectaculaire. Elle a eu un impact différentiel sur les différentes classes et fractions de classes du pays. Avant la guerre, les inégalités sociales étaient très fortes dans les grandes villes et entre les régions. Les pauvres du pays s'étaient habitués à survivre avec le strict minimum. Pour eux, l'inflation agravera leur pauvreté, mais elle n'introduira pas de conditions radicalement nouvelles.

Les classes moyennes, en revanche, se sont retrouvées dans une situation entièrement nouvelle. Elles ne peuvent plus se permettre de vivre comme elles en avaient l'habitude. Cela déstabilisera leur vision politique du monde, d'autant plus que la nature à long terme de la crise économique leur apparaît clairement. Ainsi, il ne faut pas confondre le consensus actuel avec une situation politique stable.

Le mouvement antiguerre dans le viseur
Le mouvement antiguerre a été immédiatement confronté à la

répression. Le gouvernement a agi rapidement pour le détruire. Dans la première semaine de la guerre, la police a arrêté quelque 15 000 personnes. Ils les ont détenus jusqu'à vingt jours. Ils les ont obligé à payer des amendes assez élevées. Le gouvernement a ciblé les étudiantEs en particulier. Il a obligé les universités à sanctionner les étudiantEs qui participaient aux manifestations. Il est allé jusqu'à expulser certains d'entre eux.

Il a fermé tous les médias indépendants. Ils ont détenu et condamné à une amende le journaliste qui avait protesté au journal télévisé du soir. Ils se sont même attaqués à des personnes qui avaient simplement publié des messages sur les réseaux sociaux. Certains d'entre eux ont été placés en détention.

Si le gouvernement a été si brutal, c'est parce qu'il ne voulait pas que le mouvement antiguerre touche l'ensemble de la population. Malheureusement, pour l'instant, ils ont réussi à réprimer et à isoler l'opposition à la guerre.

1 – Entretien intégral (en anglais)
sur <https://spectrejournal.com/against-putins-war-in-ukraine/>

TCHAD Quand la France avalise le coup d'État

La France a un fort passif au Tchad. Elle a soutenu le coup d'État d'Hissène Habré en 1981 contre Goukouni Oueddei jugé trop proche, aux yeux des occidentaux, du dirigeant libyen Mouammar Kadhafi. Hissène Habré va installer une dictature responsable de dizaines de milliers de morts, et sera condamné par une juridiction internationale pour crimes contre l'humanité. Cela n'empêchera nullement l'armée française de soutenir ce régime notamment contre les troupes libyennes dans l'opération Manta en 1983. Habré fut sorti du pouvoir comme il y était rentré, par un coup d'État soutenu par la France. L'instigateur en fut son chef d'état-major Idriss Déby. Il restera aux affaires pendant 32 ans et s'avérera un soutien sans faille de l'armée française.

Qui aime bien soutient bien

Si le Tchad est exportateur de pétrole, c'est pour tout autre chose que la France s'intéresse de si près à ce pays. En effet, il est devenu au fil du temps une des pièces maîtresses de l'armée française. Rappelons que le poste de commandement de l'opération Barkhane est basé à N'Djamena, la capitale tchadienne. Idriss Déby fut un moment sur la sellette pour sa gestion de la manne pétrolière. Il était accusé, à raison, de dilapider l'argent dans la corruption et le maintien d'une armée onéreuse alors que le Tchad a un Indice de développement humain (IDH) des plus bas (187^e sur 189 pays). Mais Déby a réussi à faire de la politique sécuritaire une rente. Ainsi, lors de l'opération Serval au Mali contre les troupes djihadistes, ce sont les combattants tchadiens qui ont été en première ligne et ont payé un lourd tribut en vies humaines. Malgré les innombrables exactions d'Idriss Déby contre ses opposants, les autorités françaises

La France veille avec attention sur les pourparlers qui se mènent entre le pouvoir tchadien et les factions armées. En effet, le Tchad est, dans le dispositif militaire de la France en Afrique, un pays majeur, tant pour sa collaboration à l'opération Barkhane que par sa localisation stratégique avec des voisins comme la Centrafrique, le Soudan ou la Libye, des pays qui connaissent de profondes crises.



WIKIMEDIA COMMONS

lui ont sauvé la mise à maintes reprises. C'est d'ailleurs au cours d'un de ces affrontements que Déby profitera de l'occasion pour liquider son principal opposant, le mathématicien Ibni Oumar Mahamat Saleh, qui s'était toujours refusé à cautionner la violence politique.

Dictateur de père en fils

Idriss Déby a trouvé la mort en 2021, alors qu'il était à la tête d'une énième opération contre des rebelles armés. Constitutionnellement, ce devait être le président de l'Assemblée nationale qui devait assurer l'intérim. Mais pour le clan Déby il était hors de question de laisser

le pouvoir, même pour quelques semaines, à une personne étrangère à la famille. Un Conseil militaire de transition a donc installé au pouvoir le fils du dictateur décédé, Mahamat Idriss Déby. Ce dernier a dissous le Parlement, abrogé la Constitution et réprimé dans le sang les manifestations de protestation. En bref, il a organisé un coup d'État en bonne et due forme. Macron a entériné ce putsch pour maintenir le statu quo nécessaire à l'intervention militaire au Sahel. Cette décision française est importante car elle représente un véritable sésame de respectabilité pour la junte. Cette dernière n'a pas été suspendue de l'Union africaine, ni

de la CEEAC l'organisme régional d'Afrique Centrale, ni condamnée par l'Union européenne et les USA, contrairement aux juntas du Mali et de la Guinée.

Des palabres pour cacher la dictature

Pour faire bonne mesure, les autorités tchadiennes se sont engagées dans une grande concertation « inclusive » qui devrait se tenir le 10 mai prochain. Elle est précédée d'un pré-dialogue avec les factions armées du pays, qui se déroule au Qatar, et de pourparlers avec l'opposition civile.

Les discussions avec les groupes armés sont des plus discrètes. Les propositions gouvernementales qui ont fuité n'ont rien de nouveau, un DDR (désarmement, démantèlement et réinsertion) des combattants en échange d'un arrêt des hostilités et d'une immunité. En fait comme par le passé, les questions de participation gouvernementale des dirigeants rebelles, avec les rentes financières qui vont avec, sont âprement négociées. Les discussions avec l'opposition civile sont au point mort. Wakit Tama, la principale coordination des partis politiques, syndicats et ONG, a quitté la table de négociation suite à « une analyse globale de la situation qui met en exergue une incapacité totale de la junte et de son gouvernement de prendre à bras-le-corps les problèmes du Tchad. »

De nouveau ce sont les populations tchadiennes qui paieront le prix de la realpolitik imposée par les considérations militaires de la France.

Paul Martial

LIBERTÉ D'EXPRESSION

Contre l'extradition du lanceur d'alerte Julian Assange aux États-Unis !

Mercredi 20 avril, la justice britannique a décidé d'autoriser l'extradition de Julian Assange vers les États-Unis. La justice US veut le juger notamment pour « espionnage », avec des peines pouvant aller jusqu'à 175 ans de prison.

L'acharnement contre Julian Assange est un acharnement contre le journalisme, la liberté d'expression et plus profondément contre le droit démocratique à dénoncer les pratiques criminelles menées au plus haut sommet des États. Nous devons donc le défendre sans ambiguïté.



DR

Guerre contre WikiLeaks et les lanceurs d'alerte

Nous ne nous reconnaissions pas dans un grand nombre de déclarations de Julian Assange, qui pour certaines sont clairement réactionnaires, antiféministes, racistes – sans même parler des accusations d'agression sexuelle – et doivent à ce titre être dénoncées. Mais Assange a été arrêté car il a, avec WikiLeaks, exposé des images et des documents mettant à nu la violence de l'armée US, et plus généralement celle des puissances impérialistes.

Fondé en 2006, WikiLeaks a été à l'origine de très nombreuses révélations de scandales de corruption, d'atteintes aux droits démocratiques, de crimes de guerre. WikiLeaks avait reçu pour cela de nombreux prix journalistiques ou émanant d'ONG. Mais depuis avril 2010 et la publication d'une vidéo montrant comment des soldats étatsuniens avaient froidement abattu – et avec des commentaires d'un cynisme inimaginable – des civils irakiens dont des enfants, les États-Unis ont déclenché une véritable guerre contre WikiLeaks et les lanceurs d'alertes.

Le combat d'Assange comme celui d'autres lanceurs d'alerte est un combat pour la transparence de l'information, notamment celle portant sur les actes des gouvernements ou des grandes entreprises. La facilité avec laquelle de nombreux politiciens et même des journalistes ont appelé à l'incarcération d'Assange est révélatrice de l'immensité de l'enjeu de la transparence dans un monde où les gouvernements mentent et font de la rétention d'information pour maintenir leur pouvoir.

Liberté pour Assange !

Le procès d'Assange et la traque contre WikiLeaks ne sont donc pas une anecdote mais reflètent la hargne et la détermination des gouvernements à écraser toute personne qui porterait atteinte aux intérêts des capitalistes en brisant le secret de leurs manœuvres et de leurs crimes. Les assassinats de défenseurs des droits humains et de la nature sont ainsi monnaie courante en Amazonie ainsi que dans de nombreuses régions du globe. Telle est la réalité de la violence capitaliste. Assange, en la portant sur la place publique, a mis à nu la collusion entre les États et les entreprises privées, et l'hypocrisie de la diplomatie. Il a visibilisé la fonction première de tout État capitaliste : gérer les affaires générales de la classe dominante, en politique intérieure comme en politique extérieure. L'emprisonner revient à s'en prendre au journalisme d'investigation indépendant, à la liberté d'expression et à notre droit démocratique à dénoncer les pratiques criminelles menées aux plus hauts sommets des États. De ce point de vue, il est impératif de défendre Julian Assange face à la répression qu'il subit, à l'instar de celle que subissent d'autres lanceurs d'alerte. Nous exigeons sa libération immédiate et l'abandon de toutes les poursuites dans le cadre des affaires de WikiLeaks, et le gouvernement français doit lui offrir le droit d'asile.

EUROPE Des convois d'aide aux métallos ukrainiens

En Allemagne et en Belgique, des syndicalistes réagissent à un appel venu d'Ukraine.

Lusine d'ArcelorMittal à Kryvyi Rih, dans l'est de l'Ukraine, est l'une des plus grandes usines sidérurgiques du monde. Elle emploie 24 000 travailleurs et réalise l'extraction et le traitement du minerai de fer, ainsi que la production d'acier. Le syndicat de l'usine, le Syndicat des métallurgistes et des mineurs d'Ukraine, est affilié à Industrial All Global Union.

Liste de fournitures humanitaires essentielles

Peu après l'invasion russe de l'Ukraine, le 24 février, les troupes russes ont avancé jusqu'à 10 km de Kryvyi Rih. Les cadres supérieurs de l'entreprise, dont beaucoup d'expatriés, ont été évacués en Pologne, laissant les cadres locaux, le syndicat et les travailleurs sur place.

Les opérations minières ont d'abord été fermées, par crainte que les mineurs ne soient piégés sous

Poutine contre l'Ukraine et notre peuple. Ce sont vos actions qui forcent les gouvernements hésitants à agir et à imposer des sanctions contre la Russie. »

Natalya Marynyuk ajoutait à sa déclaration une liste de fournitures humanitaires essentielles qui étaient nécessaires.

« L'aide de la solidarité internationale est incroyablement importante »

Les travailleurEs de l'usine ArcelorMittal de Brême, en Allemagne, ont été les premiers à réagir par l'intermédiaire de leur syndicat, IG Metall, en envoyant un convoi de médicaments, de vêtements chauds, de sacs de couchage, d'extincteurs et de génératrices à la frontière polonoise, où les marchandises ont été reçues par leurs homologues ukrainiens. L'usine de Brême a convoyé un deuxième envoi début avril, et les membres du syndicat ACV Puls de l'usine ArcelorMittal de Gand, en Belgique, ont également organisé un envoi.

À la fin du mois de mars, les forces russes avaient été repoussées à environ 70 km de l'usine, et bien que le danger persistât, le syndicat a fait valoir avec force que la production

devait redémarrer pour maintenir la base économique de la ville. Le 2 avril commencent les travaux de redémarrage du haut-fourneau n°6. Le four a été rallumé le 9 avril, et la fonte brute peut maintenant être produite et l'acier fabriqué. Le syndicat a exigé que la direction revienne d'exil pour diriger l'usine. L'usine doit maintenant faire face à la difficulté de transporter l'acier, car les ports de la mer Noire ne sont pas accessibles. Les travailleurEs ne se sentent toujours pas en sécurité car les combats se poursuivent à proximité, et ceux qui ont quitté la ville ne sont pas encore revenus travailler.

Natalya Marynyuk le rappelle : « *L'aide de la solidarité internationale est incroyablement importante pour notre syndicat en temps de guerre, parce qu'elle inspire et remonte le moral, parce que nous sentons que nous ne sommes pas seuls dans la lutte pour notre pays, pour la liberté et les valeurs européennes, et aussi parce que grâce à nos formidables collègues des syndicats étrangers, nous avons la possibilité de fournir les choses nécessaires à nos employés, qui défendent maintenant Kryvyi Rih et l'Ukraine. »*

Article publié dans le cahier 5 de « Soutien à l'Ukraine résistante »

Emmanuel Macron a donc été réélu à la présidence de la République, au terme d'une non-campagne et lors d'un deuxième tour où il a profité d'un «vote barrage» contre l'extrême droite. Nous proposons dans ce dossier de revenir sur son programme affiché pour les années à venir, qui n'est rien d'autre qu'un projet de régression généralisée sous couvert de «modernité». Pour ce faire, avant d'étudier son programme, nous reviendrons sur les cinq années qui viennent de s'écouler, éclairantes quant à ce qui nous attend si nous ne parvenons pas à stopper le rouleau compresseur néolibéral-autoritaire.



RETOUR SUR UN PREMIER QUINQUENNAT DESTRUCTEUR

Le premier quinquennat d'Emmanuel Macron, élu en 2017 sur les ruines des cinq années de la présidence Hollande, fut celui des services rendus aux plus riches, de la brutalité contre les classes populaires et de la course à l'échafaud avec la droite extrême et l'extrême droite.

Sans prétendre faire ici un bilan exhaustif du premier mandat de Macron, revenir sur les grandes tendances des cinq dernières années permet de comprendre mieux le type de pouvoir auquel nous allons continuer d'être confrontés, et de se préparer aux attaques – et aux batailles – à venir.

Le ruissellement... vers le haut

Macron a été le président des ultras-riches. Dès le début de son quinquennat, avec la suppression de l'ISF, il a donné le ton. Et durant les années qui ont suivi, la ligne n'a pas bougé : au nom d'une pseudo-théorie du «ruissellement», selon laquelle l'enrichissement des riches produirait mécaniquement une redistribution des richesses pour l'ensemble de la société, toujours plus de cadeaux ont été accordés aux grandes fortunes et aux grandes entreprises. Prélèvement forfaitaire unique, baisse de l'impôt sur les sociétés, réforme du CICE transformé en allégement de cotisations sociales permanent : le quinquennat a été une longue suite de «réformes» en faveur des plus fortunés et des détenteurs du capital, qui s'est soldée par un accroissement majeur des inégalités. Ainsi, à la fin de l'année 2021, les 1% les plus riches étaient ceux dont les revenus avaient le plus augmenté depuis 2017, tandis que les 5% les plus pauvres avaient vu leurs revenus... diminuer. Tout un symbole. Et l'on ne parlera pas ici des conclusions édifiantes du rapport



d'Oxfam que nous avons souvent évoqué durant la campagne présidentielle, qui a établi que, de mars 2021 à novembre 2021, les 43 plus riches de France ont vu leur fortune s'accroître de 236 milliards d'euros, soit davantage que durant les 10 années précédentes, notamment via la captation des aides publiques du fameux «quoi qu'il en coûte». En d'autres termes, un ruissellement... à l'envers.

L'autoritarisme en marche
Dans le même temps, les salaires n'ont pas augmenté,

contrairement aux loyers et aux prix des produits de consommation courante, les services publics ont été attaqués (entre autres et notamment l'hôpital), et le pouvoir a même eu le cynisme de s'en prendre aux APL et aux allocations chômage, ainsi qu'au retraites, même si la mobilisation de l'hiver 2019-2020 et l'arrivée de la pandémie ont contrarié ses projets. Dans de telles conditions, la pauvreté et la précarité se sont étendues, et, le mépris du pouvoir aidant, il n'a pas fallu longtemps pour que la colère explose, avec le mouvement des Gilets jaunes.

Une mobilisation inédite, par ses formes et sa durée, qui a révélé à celles et ceux qui refusaient de le voir le caractère profondément autoritaire du régime macronien, avec une répression policière et judiciaire particulièrement violente.

Plus d'un an auparavant (juillet 2017), nous écrivions : «L'autoritarisme est une composante du macronisme, dont les projets d'adaptation brutale des structures économiques et sociales françaises aux nouvelles configurations du capitalisme mondialisé passent par une corporalisation de la société, une marginalisation des corps intermédiaires et une mise sous tutelle des contre-pouvoirs»¹. Une façon de dire que la brutalité de la Macronie n'est pas accidentelle mais structurelle : ce pouvoir n'est pas violent parce qu'il est «excessif». Il est violent car il est le pouvoir et qu'il veut le rester dans une situation très instable où il entend, coûte que coûte, faire passer ses contre-réformes même s'il n'arrive pas à arracher le consentement de secteurs significatifs de la population.

Course à l'échafaud avec l'extrême droite

Gestion calamiteuse de la crise sanitaire, condamnation pour «inaction climatique», poursuite de la politique (néo)coloniale et impérialiste de la France... La liste serait longue des éléments de «bilan» du quinquennat Macron qui démontrent la cohérence destructrice d'une politique guidée par la seule préservation des intérêts capitalistes dans un système en crise(s), au détriment de la planète, de la santé, des droits des peuples... La logique de la macronie est celle, pas si «nouveau monde», du néolibéralisme le plus débridé, appuyé sur les forces de répression de

l'État – et sur des législations de plus en plus anti-démocratiques. Un néolibéralisme qui privilie les profits sur la vie, et dont les mécanismes internes sont ceux d'une fuite en avant vers le pire, y compris la destruction de la planète.

Et c'est fort logiquement que, dans de telles conditions et avec la volonté de pérenniser un tel projet, la macronie, prétendument «et de droite et de gauche», s'est quasi immédiatement tournée, après son élection, vers les secteurs les plus à droite, voire à l'extrême droite, de la société, flattant les préjugés les plus réactionnaires et mettant en œuvre des politiques racistes. Symboles de ces politiques, les lois «asile-immigration» (septembre 2018) et «séparatisme» (août 2021) ont été l'occasion non seulement de

campagnes particulièrement stigmatisantes et racistes, mais aussi de l'adoption de mesures discriminatoires aux effets très concrets dans la vie quotidienne de secteurs entiers de la population. Des politiques destinées non seulement à focaliser le débat public sur des questions «identitaires» et à flatter un électoral de droite, voire d'extrême droite, mais aussi en pleine cohérence avec le reste des politiques de Macron et des siens : diviser, brutaliser, discipliner, quitte à finir par qualifier Marine Le Pen de «trop molle» sur les questions liées à l'islam... avant de se présenter quelques mois plus tard en «rempart» face à l'extrême droite.

1 – Julien Salingue, «Le macronisme est un autoritarisme», *l'Anticapitaliste* n° 394 (27 juillet 2017).

L'EXEMPLE PAR

A lors qu'en 2019, la branche maladie de la Sécurité sociale arrivait à l'équilibre après plusieurs années de déficit, Emmanuel Macron a relancé la politique des «caisses vides» : suppression du «forfait social» (contribution à la charge de l'employeur) pour les entreprises de moins de 250 salariés en mai 2018, engendrant une baisse d'un demi-milliard d'euros de recettes pour la Sécurité sociale; réintroduction de l'exonération des cotisations sociales des heures supplémentaires (2019). Ces deux mesures non compensées par l'État marquent la fin du compromis historique

de 1994 selon lequel l'État doit compenser à l'euro près «toute mesure de réduction ou d'exonération de cotisations de sécurité sociale pendant la durée de son application». Elles génèrent un manque à gagner appelant de facto des réformes et des économies pour le combler. En 2020, la Commission des comptes de la Sécurité sociale estimait à 4,4% le taux de croissance des dépenses de santé nécessaire pour compenser l'augmentation des dépenses liées au vieillissement de la population et aux innovations médicales. Mais les lois de financement de la Sécurité sociale de 2018 à 2020 ont confirmé la

MACRON, ACTE 2 : LA MÊME POLITIQUE... EN PIRE?

La campagne et le programme de Macron ont montré qu'il n'avait nullement l'intention de revenir sur les politiques qui ont, durant cinq ans, favorisé les plus riches, creusé les inégalités et accentué les mécanismes d'exploitation. Bien au contraire, on peut s'attendre à un «Acte 2» dans la droite ligne du premier, avec même le risque que les choses soient encore pires...

Le premier quinquennat s'était ouvert avec la poursuite de la destruction du code du travail – déjà bien entamée par la loi Travail sous Hollande – au moyen des «ordonnances Macron» de septembre 2017. Mais visiblement cela ne suffit pas encore et, dans son programme présidentiel 2022, Macron affirme vouloir «poursuivre la modernisation du code du travail engagée avec les ordonnances de 2017». On se demande ce qui reste à détruire... Pour Romaric Godin, de Mediapart, on peut s'attendre au pire : «On ignore de quoi il s'agit concrètement, mais le terme de "modernisation" en matière de droit du travail est synonyme de flexibilisation et de réduction de la protection du contrat de travail. Comme les ordonnances de 2017 sont allées très loin, on peut craindre le pire dans ce domaine, comme les contrats zéro heure qui, au Royaume-Uni, permettent de mettre en place du travail à la tâche. Quoi qu'il en soit, ces mesures ont toujours le même effet sur le salaire : celui de le tirer vers le bas. C'est ce qui a été constaté aux États-Unis et au Royaume-Uni depuis un demi-siècle. Dans un capitalisme de bas régime, où les gains de productivité sont faibles, cela assure un flux de profits croissant.» Ça promet.

Casse sociale à tous les étages
Macron l'a annoncé durant sa campagne : il a pour projet de faire reculer l'âge de départ à la retraite à 65 ans. Dans son programme présidentiel, cette proposition est précédée d'une formule lapidaire mais explicite : «Il faut être clair. Si l'on veut financer les dépenses publiques essentielles et baisser les impôts, on doit continuer à travailler collectivement davantage.» Voilà qui est «clair». Les propositions concernant les retraites sont explicites : augmentation de l'âge de départ, fin des régimes spéciaux, retour

du projet de retraites par points. Dans le programme, cela donne : «Le relèvement progressif de l'âge légal de départ à la retraite à 65 ans ; la suppression des principaux régimes spéciaux (EDF, RATP...) pour les nouveaux entrants, comme nous l'avons fait pour la SNCF ; une poursuite des concertations sur un régime universel plus simple, seulement pour les générations futures, en construisant les compromis nécessaires.» Avec en prime : «Proposer un cumul emploi-retraite plus simple et plus avantageux, pour ceux qui souhaitent travailler plus longtemps et effectuer une transition souple vers la retraite.» Autant le dire : ce qui nous attend n'est rien d'autre qu'une vaste offensive contre le système de retraites, elle-même inscrite dans un projet de régression sociale assumée. Comme le résume Luis Reygada dans *l'Humanité* : «Travailler toujours plus, et pour rester pauvre, en définitive, avec un système qui va surtout pénaliser les personnes en situation de précarité – en particulier les femmes – dans un contexte où bon nombre de travailleurs rencontrent déjà de grandes difficultés pour cumuler toutes les annuités nécessaires pour partir à taux plein. Faudra-t-il travailler jusqu'à la tombe ?»²

Chômage et précarité
Le «chantier» des retraites n'est pas le seul en perspective. On pense ici notamment aux annonces faites par Macron concernant le RSA, confirmées dans son projet présidentiel : «Le RSA [sera] conditionné à une activité effective qui permet l'insertion». Lors de la présentation de ce projet en mars, Macron avait expliqué qu'il s'agissait de conditionner l'allocation du RSA à «quinze à vingt heures par semaine» de travail, prétendant qu'il s'agissait de «reconnaitre la dignité de chacun». Derrière

cette rhétorique, c'est bien celle de la dénonciation de «l'assistanat» qui est présente, avec pour effet concret d'exiger du travail gratuit. Pour citer de nouveau Romaric Godin : «Rappelons que la fonction de l'obligation donnée aux allocataires du RSA de travailler de 15 à 20 heures revient évidemment à fournir aux entreprises une main-d'œuvre gratuite permettant de faire pression sur le marché du travail. Au reste, l'impossibilité concrète de réaliser cette proposition va conduire à une forme de "militarisation" de la pauvreté, où l'on enverra des contingents de bénéficiaires réaliser des travaux ponctuels réclamés par les entreprises au nom de cette obligation. L'effet sur les salariés, notamment les plus pauvres, sera dévastateur.»

Macron promet en outre de poursuivre le saccage de la réforme de l'assurance chômage, déjà bien entamé avec le premier quinquennant, prévoyant «[une] assurance chômage plus stricte quand trop d'emplois sont non pourvus, plus généreuse quand le chômage est élevé.» Soit une soumission encore plus forte de l'assurance chômage aux besoins du «marché du travail», et donc des pressions supplémentaires sur les chômeurEs, qui seront de plus en plus contraints d'accepter n'importe quel emploi sous peine de voir leurs allocations supprimées. Un véritable paradis pour le patronat, qui s'accompagnera d'un développement toujours plus important des emplois et contrats précaires.

Concernant les services publics, une formule résume à elle seule le projet de Macron, qui promet de «poursuivre le sauvetage de l'hôpital». Ces gens osent tout, c'est même à ça qu'on les reconnaît, et derrière le cynisme de la formule on peut s'attendre au pire concernant les services publics. A fortiori lorsque l'on sait que Macron promet toujours plus de réductions d'impôts (dont la suppression de la cotisation sur

la valeur ajoutée des entreprises à hauteur de 7,5 milliards d'euros par an) et d'économies dans les dépenses publiques, ce qui passera nécessairement par de nouvelles attaques contre les services publics et les fonctionnaires.

Poursuite du cours raciste-autoritaire

Dans ce panorama général, on aurait également pu citer la vraie-fausse «mue écologique» de Macron, qui promet de «poursuivre la construction de six premières centrales nucléaires nouvelle génération» (le nucléaire, ce grand projet écologique), de «produire des millions de véhicules électriques et hybrides» (et pas un mot pour le développement des transports collectifs) ou encore de «faire dépendre obligatoirement la rémunération des dirigeants des grandes entreprises du respect des objectifs environnementaux et sociaux de l'entreprise» (on imagine que les patrons tremblent). On aurait également pu parler des attaques à venir contre l'université, avec la hausse des frais d'inscription et la poursuite de la privatisation, ou encore de la promesse d'une offensive contre le service public audiovisuel avec la suppression de la redevance. Nous aurons l'occasion d'y revenir dans les prochaines semaines.

Mais ce par quoi nous souhaiterions terminer cet aperçu de l'offensive qui vient est l'assurance que Macron et les siens ont bien l'intention de poursuivre leur cours raciste-autoritaire, affichant là aussi la couleur dans ce domaine. Le programme de Macron indique ainsi, sur un ton particulièrement martial, ce qui suit : «Il faut aller au bout du réarmement, juridique et matériel, pour faire respecter nos lois et nos valeurs par tous.» Et les propositions sont à l'avenant : «achever le doublement de la présence des forces de l'ordre sur la voie publique et le déploiement de 200 nouvelles brigades pour plus de gendarmes en ruralité» ; «mettre en œuvre le doublement de la présence des forces de l'ordre dans les transports aux moments critiques» ; «pour les mineurs délinquants, la possibilité d'un encadrement par des militaires». Voilà qui promet. En résumé : toujours plus d'uniformes, toujours plus de répression, et la promesse d'un quinquennat antisocial qui s'accompagnera d'un durcissement autoritaire. Comme un symbole, Bruno Le Maire a d'ailleurs annoncé au lendemain de l'élection de Macron que le recours au 49.3 n'était pas exclu pour faire passer la réforme des retraites. Ça commence bien. Et, comme durant les cinq années précédentes, le cours autoritaire se double d'un cours raciste, avec là encore la promesse de toujours plus de répression et de discriminations contre les personnes étrangères, les migrantEs, les sans-papiers : «aller au bout de la réforme de Schengen pour renforcer nos frontières européennes» ; «créer une "force des frontières" pour renforcer nos frontières nationales» ; «poursuivre la refonte de l'organisation de l'asile et du droit au séjour pour décider beaucoup plus rapidement qui est éligible et expulser plus efficacement ceux qui ne le sont pas» ; «titres de long séjour seulement pour ceux qui réussissent un examen de français et s'insèrent professionnellement» ; «expulsion des étrangers qui troublent l'ordre public». Pas besoin de longs commentaires...

Se préparer dès maintenant aux batailles

Le projet d'Emmanuel Macron est donc on ne peut plus clair : des politiques toujours plus au service du capital, appuyées sur des dispositifs de contrôle et de répression toujours plus étendus. Le président a été mal élu et le sait, mais lui et son entourage ont été très clairs au

LE RETOUR DE GÉRARD MAJAX



CHARMAG

LES POLITIQUES DE SANTÉ

volonté de limiter les dépenses publiques de santé, puisque celles-ci, fixées dans le cadre de l'Objectif national de dépense d'assurance maladie (ONDAM), n'ont progressé que de 2,3% à 2,5% par an. Ces taux de croissance sont insuffisants pour faire face à la hausse des dépenses de soins. Alors que les personnelEs hospitaliers manifestaient depuis plus d'un an face à la dégradation des soins hospitaliers, l'ONDAM de 2021 prévoyait des économies de l'ordre de 4,2 milliards d'euros pour l'hôpital public. Même après les deux années de crise sanitaire au cours desquelles le sous-financement de l'hôpital public a été largement mis au

jour, l'ONDAM (hors mesures liées au Covid et au Sécur de la Santé) pour l'hôpital n'augmentera que de 2,6% en 2022. [...] Encouragé par les pouvoirs publics, le développement de l'assurance complémentaire en santé est un facteur important de croissance des inégalités d'accès aux soins. En effet, si près de 96% de la population dispose d'une couverture complémentaire en santé, la qualité de cette couverture est fortement liée à la position sociale de chacunE : les plus gros salaires bénéficient d'un niveau de remboursement plus élevé, et parmi les 4% des personnes non couvertes, on trouve principalement des

chômeurEs, des précaires et des étudiantEs.

La part croissante prise par l'assurance complémentaire est un élément central du développement d'un système de santé à deux vitesses : d'une part, un secteur public insuffisamment financé, dont le périmètre et la qualité se dégradent, mais dont les coûts sont bien pris en charge. D'autre part, un secteur privé dont le périmètre augmente mais face auquel les patientEs sont inégaux, plus ou moins voire non remboursés, en fonction de la complémentaire dont ils disposent.

Extrait de ATTAC, «Macron : on fait le bilan», éditions les Liens qui libèrent, 2022.

¹ – Romaric Godin, «Le candidat Macron déroule un programme au service du capital», *Mediapart*, 18 avril 2022.

² – Luis Reygada, «Acte II : la prime à la casse sociale», *humanite.fr*, 25 avril 2022.

³ – Romaric Godin, *op. cit.*

SAM DECAZEVILLE Fin de l'occupation

En fin d'après-midi jeudi 21 avril, les salariéEs de la SAM réunis en assemblée générale ont voté la fin de l'occupation de l'usine le lundi 25 avril. Elle durait depuis 150 jours.

A près les plus de 300 licenciements prononcés en janvier 2022, l'objectif de cette lutte prolongée n'était plus un maintien des emplois mais la préservation de conditions minimales permettant une éventuelle reprise pour d'autres activités que le tout-automobile. Il fallait empêcher le déménagement des outils et machines pour leur vente aux enchères – comme le patron failli l'avait fait il y a quelques mois en Lorraine.

Les larmes et la fierté

Un protocole signé entre les mandataires, la région Occitanie et la communauté de communes du bassin de Decazeville prévoit un gardiennage public du site de l'usine jusqu'au 30 juin. Un temps court pour permettre au seul repreneur en lice, une entreprise du Lot, MH Industries, de préciser son projet et le nombre d'emplois qu'il pourrait offrir.

Un grand absent, pourtant le principal responsable de la liquidation de l'usine, est le seul donneur d'ordre Renault qui avait renié ses engagements en supprimant ses commandes.

Des retours sur les mobilisations de plusieurs années dans cette usine sous-traitante automobile seront nécessaires. Les mobilisations massives, mais circonscrites à l'échelle d'un seul bassin industriel, n'auront pas suffi à renverser le rapport des forces. La fin de l'occupation était devenue inévitable dans ce contexte. Un collectif de lutte de la très grande majorité des salariéEs sous l'impulsion du seul syndicat présent dans l'usine, la CGT, aura tenu jusqu'au bout du possible. Lundi 25 avril à midi pile, ils et elles ont quitté, à 250, leur usine occupée depuis 154 jours. Sous la haine d'honneur de 1000 soutiens, ils et elles ont marché lentement avec, au sens strict, leurs larmes disant leur rage d'avoir perdu emplois et usines. Mais aussi leur fierté d'avoir ainsi lutté.

Correspondant NPA Aveyron



DR

AUTOMOBILE Le démantèlement de Renault en marche

Le quinquennat Macron 2 va-t-il commencer avec le complet démantèlement de Renault ? Les informations se précisent...

A u cours d'une conférence tenue avec des analystes financiers et rapportée par l'agence de presse Bloomberg, les dirigeants de Renault ont annoncé vendredi 22 avril que « toutes les options étaient sur la table » pour le projet de séparation des activités thermiques et électriques, avec pour celles-ci une possible introduction en Bourse au second semestre 2023. Les alertes des syndicats Renault CGT Lardy et SUD Guyancourt sont donc confirmées. Les plans sont publics. Il suffit d'aller sur le Net pour les consulter. C'est un silence assourdissant de la part des organisations syndicales dites représentatives de Renault et plus largement du mouvement ouvrier. Comme

tétanisé devant l'ampleur du démantèlement qui se prépare.

Séparer l'électrique du thermique

Tout n'est pas ficelé et plusieurs de ces informations peuvent être des ballons d'essai destinés à tester tant les investisseurs que les salariéEs. Il n'empêche que les lignes générales du démantèlement prévu sont maintenant dessinées. Renault serait divisé en deux parties, l'une regrouperait l'ensemble des activités électriques, l'autre rassemblerait les activités thermiques et s'adosserait à un partenaire industriel qui pourrait devenir majoritaire. Les ingénieries, les fonctions support et les usines seraient partagées entre les deux entités

juridiques, celle des activités électriques étant déjà baptisée Ampère, et celles des activités thermiques Horse. La partie thermique qui regroupe moteurs hybrides et essence serait basée en Espagne et en Roumanie. Dès avant l'application de ces plans, les usines Renault de Maubeuge, Douai et Ruitz sont regroupées dans une filiale à 100% de Renault, ElectriCity. Les accords Renault signés précédemment y sont caducs : sous couvert de modernité technologique, une remise en cause générale des avantages acquis est à l'ordre du jour. Saucissonnage et divisions entre salariéEs s'amplifient encore. Quant au site du centre d'études de Guyancourt, Renault prévoit de vendre dès cette année les bâtiments en devenant locataire de seulement trois quarts des surfaces occupées actuellement. Il faut bien adapter les surfaces au rétrécissement programmé des domaines d'activité.

Passé par la case prison
Dans le Monopoly de la compétition mondialisée entre groupes automobiles, Renault a reculé de plusieurs cases ces dernières années, celle de la prison avec son PDG escroc Carlos Ghosn, celle de l'alliance Renault Nissan paralysée suite à des rivalités de pouvoir capitaliste, et plus récemment la suspension des activités dans au moins une de ses usines en Russie. En conséquence, au cours actuel de son action cotée en bourse, la capitalisation boursière de Renault a chuté et est aujourd'hui de 6,5 milliards d'euros, une somme égale au montant des actions que la firme possède dans Nissan. Pour les actionnaires et boursicoteurs, c'est comme si toutes les autres activités propres de Renault, usines, voitures fabriquées et savoir-faire des travailleurEs, ne valaient rien. Et c'est à ces jugements pourris que direction de Renault et gouvernement veulent se soumettre.

Un monde de start-up
Ils baivent au contraire devant les résultats du nouveau constructeur de voitures électriques Tesla qui a dépassé en novembre 2021 les 1 000 milliards de capitalisation boursière tout en fabriquant un million de voitures dans le monde en 2021, moins de la moitié des voitures Renault. Mettre sur le marché des actions une entité « électrique » issue de Renault, c'est espérer récolter quelques retombées de cette spéculation mais en se soumettant aux règles que fixe le nouveau leader Tesla. Dans son usine de Californie, on y produit des voitures certes high tech mais avec des conditions de travail copiées sur celles du début du siècle précédent : syndicats réprimés, horaires à rallonge, accidents du travail supérieurs à la moyenne de l'industrie aux États-Unis. Et son président mégalo Elon Musk est un nouveau copain de Trump. Voilà leur monde de start-up !

Rachats et scissions d'entreprises sont les terrains de jeu privilégiés de Macron et de ses équipes. Les affaires General Electric et Veolia Suez sont là pour témoigner de leur implication personnelle dans ce genre d'opérations. Alors que l'État est toujours actionnaire de référence de Renault, les plans actuels de démantèlement se font nécessairement avec le feu vert de Macron. Ce n'est pas une question industrielle ou financière, c'est une question politique ! Dans la campagne présidentielle, Philippe Poutou a expliqué que l'expropriation des grands groupes financiers et industriels était une condition nécessaire pour en finir avec le chômage, la précarité, l'austérité et le massacre de l'environnement. Le monde que Macron 2 nous prépare, c'est un monde fondé sur la privatisation « high tech » de start-up d'affairistes avec des droits mis en pièces pour les salariéEs. Et Renault serait un premier chantier pour ces projets !

Correspondant NPA auto-critique

SANTÉ Confrontée au féodalisme, grève à l'Ehpad du château de Neuville

Une délégation du comité NPA du Val-d'Oise s'est rendue à l'Ehpad de Neuville-sur-Oise en région parisienne pour apporter son soutien aux soignantEs en grève.

Croisée auparavant à l'entrée de l'établissement et s'inquiétant des motifs de notre visite, la directrice de l'établissement a répété cinq fois, « je n'ai rien à vous dire ! ». C'est parce que « tu lui as dit que tu avais l'intention de rédiger un article pour "L'Anticapitaliste", l'énoncé de ce mot l'a terrifié » nous a affirmé une gréviste de la CGT !

La mobilisation

Tous les après-midis, une dizaine de grévistes, toutes des femmes, tiennent un piquet de grève devant les grilles du château. Nous avons discuté avec elles de leur lutte et des pratiques hallucinantes de la direction du groupe familial Epinomis, propriétaire du château de Neuville et de trois autres Ehpad dans le Val-d'Oise.

Le 23 décembre 2021, la direction de l'Ehpad a envoyé aux infirmières une lettre recommandée qui leur imposait un changement de leurs horaires de travail. Elles devaient travailler plus pour gagner moins, un planning qui « allait changer leur vie ». Dès lors, le dimanche matin de 7 h à 10 h, une seule infirmière devait s'occuper des 90 résidentEs présents¹. Les militantes de la CGT se sont adressées à l'Agence régionale de santé, à l'inspection du travail, à la médecine du travail, pensant qu'au bout de deux ou trois jours, « tout allait être réglé ». Mais cela n'a pas été le cas et, le 3 janvier, la grève a débuté. Elles refusent ce planning, qui a pour conséquence le risque de maltraitance des résidentEs de la maison de retraite médicalisée et elles ne supportent pas leur direction très autoritaire. Le 19 avril, lors de notre rencontre avec les grévistes, c'était leur 10^e jour de grève !

Le management par le harcèlement patronal

Tous les prétextes sont bons pour accuser et sanctionner les déléguées



CGT du CSE. Quelques exemples : la direction a reproché à des élues du personnel d'avoir déplacé des chaises pour s'asseoir dans la salle où se tenait la réunion du CSE. Une déléguée du personnel a été sanctionnée pour avoir envoyé à l'adresse personnelle d'une collègue un document par fax alors qu'elle n'avait pas encore d'adresse spécifique au titre d'élue. Une salariée a été mise à pied de juin jusqu'à fin juillet pour avoir révélé aux résidentEs la décision de la direction de ne plus servir de fruits le matin. Ces sanctions ont été retoquées par l'inspection du travail mais, à leur retour de vacances, ces mises à pied ont été prolongées jusqu'à fin novembre. L'inspection du travail a de nouveau annulé cette sanction. La direction n'en a cure et continue à provoquer le personnel gréviste : dépôts de plaintes pour harcèlement, mesures de représailles sur les résidentEs des familles qui soutiennent les grévistes. Des salariéEs ont été privés de leur congés et n'ont pu les récupérer que récemment. La direction refuse la consultation du CSE. La directrice a osé dire à l'inspecteur du travail que « le code du travail ne l'arrange pas ». Le maire de la ville (divers droite) a voulu imposer des contraventions aux grévistes membres du personnel propriétaires des voitures stationnées devant l'Ehpad, et a interdit

l'accès aux toilettes de la mairie. Des affiches de non-grévistes (« Ni maltraitées ni maltraitantes, stop aux mensonges ») ont été posées sur les murs extérieurs du château, les grévistes ont décidé de ne pas les retirer car des passantEs ont été outrés par ces méthodes et ont fait part de leur solidarité.

D'autres soutiens

Des piétons et des voitures s'arrêtent devant le piquet de grève pour manifester leur soutien aux grévistes. Malgré le courrier reçu de la direction de l'Ehpad avec des propos médisants envers les grévistes, des habitantEs de la ville continuent à soutenir le personnel en lutte. Il n'y a qu'une seule animation pour les résidentEs par mois, mais la messe a lieu toutes les semaines ! Le curé, sensible à la cause du personnel et lucide sur les pratiques de l'établissement, a demandé l'intervention de l'évêque qui a rencontré la directrice générale pendant une heure et demie. Mais le personnel n'a pas su ce qu'il se sont dit. Secret de la confession ? L'USP CGT de la santé a soutenu le mouvement depuis le début, les collègues de l'Ehpad du même groupe à Compiègne les soutiennent et se sont syndiquées. Et plusieurs organisations politiques sont venus les soutenir : LO, PCF, NPA. Une caisse de solidarité avec les grévistes a été créée².

Quelle issue ?

Les grévistes espèrent que l'enquête de niveau trois, la plus approfondie, diligentée par l'ARS, ainsi que les investigations de l'inspection du travail, leurs seront favorables. Mais elle ne sont pas inquiètes pour leur avenir car elles savent qu'elles ne subiront pas le chômage, d'autres Ehpad leur ont déjà fait des propositions d'embauche, mais elles restent mobilisées « pour dénoncer ce système totalement fou, et pour nos ainéEs capitalisés et rentables qui ne leur servent qu'à gagner de l'argent ».

Non à l'or gris !

Il n'y a pas que de grands groupes privés comme Orpéa ou Korian qui réalisent des profits importants. Ce marché sur le dos de nos ainéEs attire aussi de plus petits requins comme le groupe Epinomis qui engrangent des profits importants : à l'Ehpad du Château de Neuville, les chambres sont louées entre 3 500 et 7 000 euros par mois sans compter les prestations complémentaires (entretien du linge personnel, d'hygiène, sorties proposées, événements jour exceptionnels...) ³ mais le budget consacré aux repas (petit déjeuner, déjeuner, goûter, dîner et boissons) est limité à 5,80 euros par jour et par personne. Antoine Liogier le propriétaire des quatre Ehpad du groupe Epinomis a acheté aux enchères, en septembre 2020, la prison de Compiègne pour 1,53 million d'euros, dans le but de créer des logements. Le montant des travaux est estimé à 5 millions...

S. Bernard

1 – Selon les travaux de la Fédération hospitalière de France (les directeurs d'hôpitaux), le ratio de personnels soignants devrait être de 60 soignantEs pour 100 résidentEs pour assurer une toilette chaque jour, et un bain tous les 15 jours.

2 – Pour faire un don : chèque à l'ordre « USD CGT Santé », à envoyer à Fédé CGT santé, 26 rue Francis Combe 95000 Cergy.

3 – Source : <https://www.residences-ehpad.com/chateau-neuville/>

ÉCOLOGIE Les Soulèvements de la Terre Saison 3

Extraits de l'appel des Soulèvements de la Terre. Sous-titres de la rédaction.

« Il y a à peine plus d'un an, nous lancions l'appel des Soulèvements de la Terre, largement signé et appuyé dès sa publication. [...] Ce texte avait pour ambition d'enclencher une dynamique de résistance et d'organisation. Il annonçait un agenda d'actions concrètes à l'échelle nationale, agrégant mouvements écologistes, habitantEs révoltés, syndicats paysans, fermes et collectifs autonomes autour d'une série de rendez-vous.»

Poursuivre l'expérience

«Après les deux premières saisons qui ont permis aux différentes composantes des Soulèvements de la Terre d'apprendre à s'organiser et à composer depuis des positions et des cultures politiques très différentes [...]. À l'heure où l'écologie est dépolitisée par l'apologie des "petits gestes individuels", à l'heure où la question fondamentale des conditions de notre vie sur terre est occultée par une offensive xénophobe et réactionnaire brutale, l'émergence d'une force politique non institutionnelle qui se donne les moyens d'agir sur certains champs clés du ravage capitaliste est d'autant plus précieuse. [...] On a décidé d'enfoncer le clou et de continuer l'aventure en lançant une saison 3. Que ce soit pour revenir en nombre et arrimer les possibilités de victoire aux Vâties, à Saint-Colomban ou face aux Bassines, que ce soit pour faire rempart à une zone commerciale



aujourd'hui Zone à Patates dans le Luberon, à des retenues collinaires en Haute-Savoie déjà freinées

l'automne dernier par une ZAD éphémère ou pour se déployer sur des terres face à la spéculation foncière

dans le Var, nous vous invitons plus que jamais à nous rejoindre dans les prochains mois !»

Le programme de la saison 3 :

Acte 1: 2 et 3 avril 2022, manifestation et reprise de terres aux jardins des Vâties à Besançon. Assises des jardins populaires en lutte.

Acte 2: 14 et 15 mai, charivari contre l'artificialisation de terres agricoles à la ZAP de Pertuis. Charivari : 1. Bruit assourdissant, vacarme. 2. Bruit tumultueux de huées, de sifflets, de casseroles et d'autres objets, que l'on faisait jadis devant la maison de ceux dont on désapprouvait la conduite. <https://zappertuis.noblogs.org/>

Acte 3: à l'été, dates à préciser, mobilisation contre les retenues collinaires et l'artificialisation de la montagne à La Clusaz.

<https://extinctionrebellion.fr/blog/2021/11/12/la-clusaz-retenue-collinaire-projet-d-hier.html>

Acte 4: juillet, Saint-Colomban – action contre l'annexion du bocage au profit des carrières de sable Lafarge GSM. <https://latetedanslesables.fr/>

Acte mouvant: Marais Poitevin – et l'arrêt des chantiers de bassines ? What's next ? <https://bassinesnonmerci.fr/>

Acte 5: septembre, Var – action paysanne et plus, contre l'accaparement.

Nous allons continuer à nous retrouver régulièrement sur ce front de libération foncière, les mains dans les terres jusqu'à bouleverser le rapport de forces. À bientôt dans les champs, sur une zone indus, ou à la montagne...

Plus d'info sur les actions à venir : <https://lessoulevementsdelaterre.org/>

RÉPRESSION Florian n'est plus en prison et la lutte continue

Le 5 avril, après 15 mois de détention provisoire, 15 mois à l'isolement (une forme de torture blanche), après 37 jours de grève de la faim, après avoir perdu 16 kg, après avoir été hospitalisé au vu de la dégradation de son état de santé et du pronostic vital engagé, Libre Flot a enfin été libéré, sous contrôle judiciaire. Il a donc décidé de mettre un terme à sa grève de la faim. Il est actuellement accueilli dans un service hospitalier spécialisé en renutrition.

Le 5 avril, c'était quelques jours avant le 1^{er} tour de l'élection présidentielle, le lendemain de son anniversaire et de la journée de mobilisation pendant laquelle plusieurs rassemblements ont eu lieu pour le soutenir. Pour autant, si Florian est libre, l'affaire est toujours en cours et il devra porter un bracelet électronique dès sa sortie de l'hôpital. Il sera toujours sous l'emprise de la justice.



Criminalisation des militantEs

L'affaire est politique. Elle vise à criminaliser les militantEs de gauche qui ont combattu au Rojava, en soutien aux Kurdes contre Daesh. Dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, il n'y a plus de présomption d'innocence mais au contraire une présomption de culpabilité. «L'association de malfaiteurs terroristes» permet d'appliquer à des militantEs des mesures hors du droit usuel, un régime d'exception : stigmatisation, impossibilité pour la défense d'accéder à tout le dossier, statut de détenuE particulièrement surveilléE et ce qui va avec (les fouilles, l'impossibilité de travailler...).

Un régime d'exception

L'association de malfaiteurs nous renvoie aux lois scélérates des années 1880. Depuis, cette qualification a permis la répression des anarchistes, puis des groupes d'extrême gauche dans les années 1970, des groupes autonomistes, indépendantistes, des militantEs de gauche... Aujourd'hui cela va de l'affaire Tarnac aux comparutions immédiates par exemple des Gilets jaunes, de la garde à vue qui empêche des militantEs d'accéder à une manifestation, à la détention provisoire de 15 mois de Libre Flot. Combien de temps la détention et l'isolement auraient-ils perduré si la vie de Libre Flot n'avait pas été en danger ? Mais ce régime d'exception devient de moins en moins exceptionnel, de plus en plus brutal, avec des lois de plus en plus répressives. Or, le contexte du 8 décembre 2020¹, le jour de l'interpellation violente des neuf personnes par la DGSI à travers la France, c'est les manifestations contre la loi sécurité globale, contre la loi séparatisme, contre les violences policières, la répression subie et l'intérêt de terroriser les militantEs.

La lutte continue

Les neuf sont libres maintenant, mais pour plusieurs d'entre elles et eux, sous contrôle judiciaire, l'action judiciaire est encore en cours et ils vont devoir se défendre. On peut donc encore rejoindre les comités de soutien aux inculpéEs du 8/12², participer aux actions, créer des actions, contribuer financièrement, parce que la lutte a un coût, que la défense a un coût. Des concerts de soutien sont à venir, par exemple à Rennes samedi 30 avril. On peut aussi se rapprocher du réseau d'entraide Vérité et justice³, de l'Envolee⁴. Prochaine échéance, le 29 mai, journée nationale contre les violences pénitentiaires, à l'initiative du collectif Idir Espoir et Solidarité et soutenue par le Réseau national d'entraide vérité et justice.

Anna Ralebolle

1 - Voir l'Anticapitaliste n° 610 du 7 avril 2022.

2 - <https://soutienauxinculpesdu8decembre.noblogs.org>

3 - <https://www.facebook.com/reseauverteetjustice/>

4 - <https://lenvollee.net>

VIOLENCES FAITES AUX FEMMES

On ment dès qu'on élève la voix

La dernière série Netflix, «Anatomie d'un scandale», sortie le 15 avril, raconte l'histoire d'un homme qui a commis un viol et dont la victime a porté plainte. Et à la fin, il s'en sort.

Évidemment comme on est sur Netflix, l'injustice ne doit pas être totale et connaît un petit retournement de situation dans les dix dernières minutes. Mais il n'empêche que sur les faits de viol, il est déclaré innocent. Il n'empêche que sa victime n'apparaît quasiment pas dans l'histoire. Il n'empêche que la série est tournée comme un «he said / she said» classique cherchant à répondre à cette fameuse question : «Qui ment ?». Et la fin est sans équivoque : si c'est bien lui qui ment, c'est elle qui est considérée comme une menteuse. Et dans la vraie vie, c'est tout pareil.

Trois affaires emblématiques

Un peu passées au second plan ces derniers jours, trois affaires sont emblématiques de la violence de l'appareil judiciaire et médiatique contre les femmes qui portent plainte en France comme ailleurs. Il y a d'abord le 14 avril dernier la condamnation, consternante, de Coline Berry-Roijman pour diffamation après qu'elle a publiquement accusé son père, Richard Berry, et son ex-belle-mère, Jeane Manson, d'agressions sexuelles et

de viols alors qu'elle était enfant. Déclarée coupable pour avoir dénoncé des faits qui eux, n'ont pas encore fini d'être investigués. Coupable d'avoir parlé en somme, d'avoir élevé la voix contre l'inceste qu'elle subi.

Il y a ensuite le 22 avril l'acquittement, hallucinant, des deux policiers Antoine Quirin et Nicolas Redouane, accusés de viol par la canadienne Emily Spanton dans les locaux de la police judiciaire au 36 quai des Orfèvres. Ce jugement rendu en appel vient déclarer les policiers innocents au prétexte, notamment, que leur victime n'était pas crédible.

Il y a toujours, à l'heure où ces mots sont écrits, la vague de soutien, écoeurante, à Johnny Depp, que son ex-compagne Amber Heard accuse de violences et de viol. Ce déchainement de fans et d'articles de presse visent à démontrer l'innocence de Johnny Depp en décortiquant les moindres phrases, les moindres faits et gestes de sa victime qui est transformée, de fait, en éternelle coupable.

Des conséquences sur nos vies
Systématiquement, lorsque nous dénonçons les violences dont nous

sommes victimes, lorsque nous portons plainte, nous sommes catégorisées menteuses. Nos mobiles ? L'argent, la gloire, le pouvoir. Et donc les mots sont posés : si nous mentons, c'est par jalousie, par volonté de nuire, par ambition. Et ces accusations terribles ont des conséquences tout à fait réelles sur nos vies à toutes.

Lorsque l'une d'entre nous se retrouve sur le banc des accusées pour diffamation et se fait gifler en plein tribunal comme cela a été le cas pour Coline Berry-Roijman. Lorsque les violeurs de l'une d'entre nous sont déclarés innocents sous les applaudissements de leur collègues, comme cela a été le cas pour Emily Spanton. Lorsque le procès médiatisé les attaques dont sommes victimes, comme cela est le cas pour Amber Heard accusée tout à la fois de ne pas pleurer, puis de trop en faire. Lorsque l'une d'entre nous est accusée de mentir, nous hésitons toutes à parler. Après MeToo et la libération de la parole nous devons maintenant obtenir la reconnaissance de la vérité. Sans la justice, nos voix ne pourront jamais être entendues.

Aurélie-Anne Thos

l'Anticapitaliste la revue

Le n° 134 est disponible



Vous pouvez vous le procurer
en envoyant un chèque de
4,50 € à l'ordre de NSPAC à :

l'Anticapitaliste,

2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil cedex.

Pour vous abonner, remplissez
le formulaire page 12.

Tribune

Mélenchon ou Poutou, il faut choisir !

« Mélenchon Premier ministre», en boucle dans les médias. Le chef de La France insoumise pose au sauveur suprême et se dit prêt à cohabiter avec Macron ! Déjà tout un programme ! Mélenchon compte rallier à son entreprise le Parti communiste, les Verts d'EELV et le NPA, pour une première étape de législatives en commun : il propose un accord pour une « majorité politique à l'Assemblée nationale », une « nouvelle majorité gouvernementale » (de cohabitation) derrière un « programme commun partagé ». Le PS, de son côté, s'est prononcé pour un accord à gauche, y compris avec la FI.

Sectaire, de ne pas vouloir discuter ? Tout dépend de quoi...

Au CPN, les élus de la Fraction l'Étincelle ont voté contre l'engagement du NPA dans ces discussions avec Mélenchon. Non pas par refus de discussion voire de décisions communes, dans le cadre de luttes sociales ou politiques, avec les militantEs ou responsables de la FI. Mais par refus du cadre fixé, de fabrique purement institutionnelle d'un futur gouvernement de gauche. Car si Mélenchon qui connaît le poids des mots parle de « pôle populaire » et de « peuple » (surtout « français » !), c'est pour ne pas parler de classes sociales, de lutte de classe et a fortiori d'internationalisme prolétarien. S'il met en avant la perspective d'une cohabitation avec Macron, c'est pour laisser loin derrière la nécessité de mobilisations sociales et politiques d'ampleur de la classe ouvrière et de sa jeunesse. Elles seules pourront renverser le mur de l'argent – devant lequel la gauche, même radicale, en France comme dans bien d'autres pays, a toujours capitulé. C'est toute la différence entre le programme de l'Union populaire et le programme de lutte de classe défendu par notre candidat Philippe Poutou dans la campagne présidentielle.

Faire vivre les perspectives anticapitalistes et révolutionnaires

Mélenchon utilise les 22% de l'UP pour son OPA sur le reste de la gauche. Un milieu plus large pourtant s'est servi de ce vote pour échapper au piège du choix Macron-Le Pen. Et les marchandages vont être rudes : ni PC ni Verts ni PS ne vont vendre leurs positions locales au prorata de leur score présidentiel. Nous sommes devant un choix : cautionner – pour quelques sièges de députés bien hypothétiques – cette opération de mise en place d'une machine institutionnelle que Mélenchon oppose aux luttes, ou organiser les travailleurEs et les jeunes qui ont été sensibles à notre campagne et attendent de préparer avec nous l'avenir révolutionnaire promis par Philippe Poutou. Si nous choisissons d'être présents dans ces prochaines législatives, ce doit être avec notre programme de lutte et de contestation du capitalisme.

Il va falloir en mener des combats pour renverser la table, a martelé Philippe Poutou dans sa campagne. Il nous revient de faire vivre l'espoir d'une société débarrassée de l'exploitation et des oppressions, si exploitéEs et oppriméEs prennent leur sort en mains, à l'encontre d'illusions en une nouvelle morture d'union de la gauche.

La Fraction l'Étincelle, le 26 avril 2022.



PHOTOTHÈQUE ROUGE/DR

Elections législatives

Discussion en vue d'un accord avec l'Union populaire

Lors de son dernier Conseil politique national, le NPA a arrêté son positionnement pour les prochaines élections législatives. Favorable à des candidatures d'union pour contester le macronisme et les politiques capitalistes, nous avons décidé de répondre favorablement à la proposition de rencontre de l'Union populaire.

Aujourd'hui, le lendemain du CPN, nous avons donc envoyé deux courriers rendus publics : un répondant positivement à la proposition de rencontre avec l'Union populaire et l'autre à destination de Lutte ouvrière (publiés dans l'Anticapitaliste la semaine dernière). Le courrier à destination de LO est resté sans réponse à cette heure. Une première rencontre entre le NPA et l'Union populaire a eu lieu mercredi 20 avril et une deuxième aura eu lieu au moment de la publication de ce numéro.

Pourquoi sommes-nous favorables à une telle démarche ?

Les prochaines élections législatives vont être marquées par plusieurs enjeux. Le rapport de forces politique est dégradé en faveur de notre camp social, on a encore pu le mesurer au premier tour de l'élection présidentielle et au lendemain de la réélection d'un Macron qui propose de continuer son chantier de démolition. Il y a donc urgence à résister à la poussée réactionnaire portée par la droite et l'extrême droite – qui sort renforcée de la présidentielle. À gauche, les lignes bougent. Les forces du social-libéralisme se sont effondrées aux élections et beaucoup, y compris dans le milieu traditionnel de la gauche radicale et de l'extrême gauche, ont voté pour Jean-Luc Mélenchon. Cela peut porter bien des illusions sur la façon de transformer radicalement



PHOTOTHÈQUE ROUGE/MARTIN NODA/HANS LUCAS

la société, mais il s'agit indéniablement d'un élément positif qui exprime une aspiration à résister, à se battre et à rompre avec les années de la gauche plurielle. C'est dans ce cadre que s'incarne une aspiration positive à l'unité, dans les urnes pour les prochaines élections législatives, mais aussi dans la rue, condition nécessaire pour construire les mobilisations indispensables pour remporter des victoires sociales, à commencer par celle contre la nouvelle réforme des retraites annoncée par Macron.

Ce n'est qu'un début, continuons les débats...

Comme nous l'avons dit à l'Union populaire, ainsi que publiquement, « nous tenons à réaffirmer notre volonté d'aboutir à un tel accord national, car cela serait

un point d'appui important pour toutes celles et ceux qui ne veulent plus des politiques libérales, une expression unitaire utile aussi aux mobilisations, et le moyen de poser un jalon dans la reconstruction d'un outil politique pour une gauche qui se batte pour construire une alternative au capitalisme ». À cette étape, plusieurs points restent en discussion. Ainsi, nous ne partageons pas l'idée que ces élections législatives sont le match retour de la présidentielle et, dans ce cadre, si nous comprenons que l'Union populaire cherche à maintenir mobilisée sa sphère sympathisante et, au-delà, son électorat, placer cette campagne autour du seul objectif que Jean-Luc Mélenchon devienne Premier ministre est une difficulté. D'abord parce que cette personnalisation est contradictoire

avec la volonté de regrouper des forces et sensibilités diverses, mais aussi, et peut-être surtout, par cela épouse par trop les institutions de la 5^e République avec lesquelles nous voulons rompre.

De plus, si nous partageons l'idée que « l'Avenir en commun » est la base possible du « programme partagé » vu de la réussite de la campagne de l'Union populaire, cela ne peut se faire qu'en assumant le pluralisme de cette campagne. Cela signifie que s'il est nécessaire d'assurer une cohérence autour d'un label, d'une profession de foi nationale commune et de cadres d'animation collectifs de la base au sommet, chacun conserve son indépendance pendant la campagne et après (dans le cas d'éventuels élus).

Et maintenant ?

Contrairement à ce qui est dit ici ou là, cette orientation n'est pas en rupture avec la campagne présidentielle que nous venons de mener autour de Philippe Poutou. Il faut inverser le raisonnement. Au vu du contexte, comment répondre aux aspirations de notre camp social ? Quels sont les meilleurs moyens de porter les questions que nous avons voulu mettre au centre de notre campagne : le bilan des échecs de la gauche de gouvernement, la nécessité de mesures de rupture avec le social-libéralisme et les logiques capitalistes, la reconstruction d'une gauche de combat et d'un outil politique ?

Nous ne savons pas si cet accord verra le jour mais nous sommes déterminés à aller au bout de la démarche. Si une telle campagne était possible, ce serait un bon signal pour toutes celles et ceux qui veulent changer la société, et un encouragement pour les mobilisations. Sortir de la résignation, regrouper là où ils se trouvent les éléments combattifs (que polarise largement aujourd'hui l'Union populaire), c'est ce qui reste pour nous l'essentiel.

La majorité du Comité exécutif du NPA

Tribune

Législatives avec l'Union populaire ? Pas en notre nom !

« Quant au NPA, c'est pas possible, ils veulent faire campagne avec leurs propres mots d'ordre... Il faut qu'ils comprennent qu'on fait pas un congrès du NPA !» Le 22 avril sur BFM, le futur Premier ministre Mélenchon a donné le ton sur le respect de l'indépendance du NPA.

Renoncer à notre programme... Le courrier du CE du NPA à l'Union populaire (UP) en date du 19 avril est d'une faiblesse programmatique déroutante. On y parle de partir du programme de l'UP : c'est renoncer au programme que nous avons défendu pendant la présidentielle et que nous pourrions défendre à ces législatives. C'est troquer « la police tue » pour « refonder une police républicaine », limiter l'interdiction des licenciements aux licenciements boursiers, renoncer à la régularisation de tous les sans-papiers, au droit de vote de touTeEs les étrangerEs à toutes les élections,

à l'ouverture des frontières... En fait c'est un programme électoral, plus à droite que les luttes que l'on mène ! Ce programme n'est pas le nôtre.

... et aussi à notre indépendance ?

Le courrier de l'UP au NPA est direct : « Nous maintenons cette proposition dans le but concret de construire une nouvelle majorité gouvernementale, c'est-à-dire une majorité politique à l'Assemblée nationale. » Négocier « législatives » avec l'UP, c'est donc négocier autour de cette « majorité gouvernementale ». Nous nous sommes d'ailleurs situés sur ce terrain, puisque nous avons répondu que nous ne participerions pas à un tel gouvernement. On veut bien des députés, mais pas des ministres... Mais « nos » députés seraient en « liberté surveillée » au Parlement puisqu'ils : « s'engageront à former un intergroupe à l'Assemblée nationale pour soutenir le gouvernement

de notre majorité ». Et si nos camarades n'ont pas bien compris, l'UP précise qu'à l'Assemblée nationale, on ne rigole pas, on applique : « Mais dans l'action législative, il [le programme commun partagé] servira de référence pour les votes à formuler. »

Les militants et militantes du NPA doivent pouvoir s'exprimer !

Nous refusons la politique du fait accompli. C'est à ceux et celles qui voulaient sceller un accord national « pour une majorité gouvernementale » avec la FI, le PCF, EELV, et peut-être même le PS qui rencontreront la FI cette semaine, de garantir que le débat démocratique ait lieu dans l'organisation. D'autant plus qu'il s'agit d'une rupture avec le choix d'une candidature indépendante du NPA à la présidentielle. Choix qui, lui, a été le fruit d'une consultation démocratique du parti. Nous devons avoir ce débat dans nos comités

et AG de fédérations et jusqu'au CPN. Tous les comités, fédérations, secteurs du NPA doivent demander à ce que le débat démocratique et contradictoire soit respecté. Un vote démocratique en physique doit pouvoir sanctionner un tel accord qui est lourd de conséquence, puisqu'il prétend interdire au NPA de se présenter de manière indépendante même dans les circonscriptions où une majorité de camarades s'opposera aux accords de cette « nouvelle gauche plurielle » !

Marie-Hélène Duverger (CE, NPA Rouen), Gaël Quirante (CE, secteur Poste du NPA), Armelle Pertus (CE, porte-parole de campagne Poutou), Thierry Perennes (Comité Nathalie le Mèl Guingamp), Gaëtan Klement (CPN, NPA Lorraine nord), Victor Mendez (BS) Secteur Jeunes du NPA), Xavier Chiarelli (CPN, NPA 92), Baptiste Tys (CPN, NPA Grenoble), Bruno Grégoire (NPA Tours, branche cheminote), David Pijoan (CPN, NPA Bordeaux), Juliette Stein (CPN, Secteur éduc du NPA).

Concert

Des jeunes redonnent un souffle à la culture Youth Crew

Le 7 mai 2022, à partir de 18h à l'ESS'pace (Paris 13^e).

Nos camarades d'Arak Asso sont de retour en 2022 après avoir organisé leur excellent festival *A World To Win* (en référence à Marx et Engels) qui avait regroupé plus de 250 personnes (dont de nombreux jeunes) et six groupes anglais, italiens, belges, suisses et français à l'ESS'pace dans le 13^e arrondissement de Paris fin 2021. Leur événement avait été un énorme succès et notre librairie avait vendu pour environ 400 euros de livres tant ce concert était fort en politisation et le public réceptif à nos idées. Pour leur première date de 2022, c'est avec un festival de Youth Crew résolument internationaliste titré *Break Down The Walls* que nos camarades entament cette reprise de la scène hardcore parisienne après un début d'année où les concerts étaient interdits et les tournées internationales annulées.

«Me, You, Youth Crew»

C'est dans le Grand New York du milieu des années 1980 qu'est né le Youth Crew : véritable contre-culture de la jeunesse, elle s'est lancée autour de *Youth Of Today* (et de leur petit groupe d'amis), groupe culte du genre qui a sorti en 1986 son album *Break Down The Walls*, dont les camarades se sont inspirés pour le nom de leur fest. Ils se sont donné le but de lancer une révolution végétarienne dans la jeunesse, de répandre le Straight Edge (contre-culture dans la scène hardcore/punk théorisant la sobriété de manière émancipatrice), d'écrire des chansons transpirant la positivité, le collectif et de tout donner sur scène en termes de message et d'énergie ! Très vite, ils ont réussi à inspirer de nombreux jeunes à l'international



qui lancèrent leurs groupes, fanzines et labels et le Youth Crew est devenu une position radicale contre la violence, le nihilisme et la culture de l'intoxication qui était alors majoritaire dans la scène Hardcore de l'époque. C'est donc autour de groupes comme *Chain Of Strength*, *Side*

By Side, *Gorilla Biscuits*, *Bold* (aux États-Unis), *Personal Choice*, *Vieja Escuela* (en Amérique latine), *Onward*, *Rectify*, *Sportswear*, *Mainstrike* (en Europe) et de labels comme *Revelation Records* que le Youth Crew pris racine aux quatre coins de la planète défendant une orientation collective, horizontale,

positive et force de propositions face à l'aliénation causée par le système capitaliste. Les camarades se sont d'ailleurs inspiré de *Profound*, groupe Straight Edge communiste révolutionnaire hollandais, pour l'affiche du festival.

Presque 40 ans après, un message toujours d'actualité

Samedi 7 mai 2022 toujours à l'ESS'pace dans le 13^e à Paris aura lieu la seconde édition du *Break Down The Walls fest* (la première édition avait eu lieu en 2019). Les camarades d'Arak Asso réunissent les 7 meilleurs groupes européens de ce style venant de Pologne, de République Tchèque, d'Allemagne, de Suède, du Pays basque et de France. Le tout pour 13 euros pour permettre simplement de couvrir les frais de voyage et de tournée de chacun.

La banderole de fond de scène reprenant le poing de *Youth Of Today* arborera le slogan « *Pas de guerre entre les peuples, pas de paix entre les classes, Break down the walls* » rappelant la nécessité de construire un mouvement international contre la guerre, en soutien aux camarades ukrainiens face à la guerre impérialiste de Poutine (et aux camarades russes et biélorusses qui manifestent et sabotent le réseau ferré contre la guerre). La librairie La Brèche sera présente et a écrit plusieurs chroniques de livres dans le fanzine exclusif de 60 pages qui sera disponible au concert regroupant les interviews de l'ensemble des groupes de l'affiche, moyen de discuter et de débattre avec l'ensemble de l'affiche et de sortir du cadre marchand, de dépasser la simple consommation de musique. Car c'est bien le propre de la scène hardcore que de mettre en pratique les paroles des chansons des groupes ! Alors face à ce monde fait d'exploitation, d'oppressions et de guerres, brisons le mur du capitalisme avec le poing de la classe ouvrière et de la jeunesse ! « *We'll break down the walls !* »

Hermann Liftingbanner

Essai

L'Ensauvagement du capital, de Ludivine Bantigny

Éditions Seuil Libelle, 72 pages, 4,50 euros.

L'ensauvagement du capital

Ludivine Bantigny

Je lis le mot d'« ensauvagement » à longueur de journée, de colonnes, de slogans. Alors je reviens à Césaire qui décrit l'Europe coloniale suçant comme un vampire le sang, les terres, les biens et la dignité même, ravalant l'humanité au rang amer des bêtes de somme. Ensauvagement : ce mot n'est pas réservé au passé. Il peut désigner la prédation qui enrégime le vivant dans la sombre loi du marché. Le capitalisme a toujours été ensauvagé : ses origines sont tachées de sang.

Seuil Libelle

C'est bien un livre*, l'objet que l'on a dans la main, mais ce pourrait être une conférence, voire le cœur d'une simple conversation, le soir sous la pergola... Car ce tout petit livre nous offre une belle idée, nous lance un grand défi : « Comment nous pourrions vivre » !

*ancré

Ludivine a les pieds sur terre, sur cette terre qu'ils dévastent en maltraitant l'humain et le non-humain, sur cette terre de souffrance et de misère. Au « C'est à ce prix que vous mangez du sucre », de Voltaire, elle articule le très actuel « C'est à ce prix que marchent vos ordinateurs ». En quelques pages, l'auteure documente les ravages du capitalisme, ici et ailleurs. L'ouvrage s'ouvre sur l'évocation tranchante d'un adolescent, de celles et ceux qui meurent, intoxiqués par les émanations des déchets toxiques – nos déchets ! – dont ils et elles tentent d'extirper, sur la décharge d'Accra au Ghana, quelques bribes de métaux à revendre. Ces mêmes métaux qui ont servi à fabriquer les appareils vendus dans les pays riches. Ces métaux arrachés dans la douleur des mines du Kivu, au Congo-Kinshasa... La boucle se referme de la prédation... La marque de l'ensauvagement du capital.

*incarné

Ludivine Bantigny sait de quoi elle parle, elle sait d'où elle vient, ce qu'ignorent sans doute – ou alors ils ne veulent pas le savoir, tant ils ne peuvent le concevoir – ceux qu'elle rencontre, ceux qu'elle affronte... Ludivine vient du peuple, c'est de là qu'elle parle, alors que la plupart de ses interlocuteurs, experts, éditorialistes, décideurs, qu'elle croise « sur les plateaux », en ignorent tout et le méprisent... Et Ludivine n'en peut plus de leurs amalgames, de leurs approximations, de leur arrogant renvoi, comme seul argument – mais comme argument ultime – aux heures sombres du stalinisme et du maoïsme, à Pol Pot, au couteau entre les dents !

*éclairé

Alors Ludivine Bantigny veut parler d'autre chose. Elle veut faire émerger, contre leurs sarcasmes, une alternative aux barbares impasses du capital, toujours présentées comme inéluctables, comme le prix à payer. Elle veut ouvrir une fenêtre, éclairée par l'espoir, une fenêtre sur le bonheur. Le très court dernier chapitre intitulé « *Comment nous pourrions vivre* », brosse en six pages le tableau d'un monde à construire, un monde dans lequel on respire, un monde au sein duquel on « retrouve du temps pour des vies accomplies ».

Vincent Givelin



**RETOUR
À REIMS
[FRAGMENTS]**
DIDIER ERIBON & JEAN-GABRIEL PÉRIOT
EDITION HANDE ADÈLE HAENEL
UN FILM DE JEAN-GABRIEL PÉRIOT
AU CINÉMA LE 30 MARS

reconstituer une époque à partir du montage d'images de sources variées (notamment dans *Une jeunesse allemande* qui évoque l'itinéraire de la Fraction Armée rouge). Son film est intéressant et suscitera sans doute des débats et réflexions et, pour sa deuxième partie, aussi des critiques. Il peut ainsi donner parfois un peu trop l'impression que le FN a, pour un temps, remplacé le PCF comme outil d'affirmation d'une fraction de la classe ouvrière.

Henri Wilno

**COMMANDÉZ TOUS
VOS LIVRES À LA**

librairie
la-breche.com

27, rue Taine 75012 Paris – 01 49 28 52 44
Lundi : 14 h – 20 h, mardi au samedi : 12 h – 20 h

Certes, il y avait quelques éléments d'incertitude : la hausse des prix et les difficultés de certains secteurs à s'approvisionner en composants nécessaires à la production. Tout cela était considéré comme transitoire et largement attribué à la rapidité de la reprise de l'économie. Même si la production automobile était fortement touchée par les difficultés d'approvisionnement. Or, il s'avère maintenant que les problèmes n'ont fait que s'approfondir. L'invasion russe de l'Ukraine s'y est surajoutée. Le Fonds monétaire international (FMI) vient de sonner l'alarme : comme le titre le journal *les Échos*, il prévoit un « cocktail explosif » mélangeant faible croissance et inflation.

Faible croissance

Le FMI a ramené à 3,6 % la hausse du produit intérieur brut (PIB) mondial cette année (contre 4,4 % lors de ses prévisions du début d'année et 4,9 % à l'automne dernier). Les économies de l'Ukraine (dont la production plongerait d'au moins 35 % et où la pauvreté explose) et, dans une nettement moindre mesure, de la Russie (en raison des sanctions) vont le plus souffrir de la guerre, mais des répercussions vont, à des degrés divers, se faire sentir sur l'ensemble de l'économie mondiale et d'abord sur de nombreux pays pauvres. Pour ce qui est de l'Ukraine, il faut noter que les mêmes pays de l'OTAN qui, aujourd'hui lui livrent des armes et annoncent des aides financières importantes (sous forme essentiellement de prêts), refusent d'envisager toute annulation de la dette, ce qui conduira l'Ukraine en 2022 à payer environ 6,2 milliards d'intérêts en 2022. Le 8 mars dernier des organisations de gauche ukrainiennes et européennes dénonçaient dans une déclaration commune la « pression néolibérale destructrice » que le FMI et autres créanciers exercent sur l'Ukraine.

Voisins de la zone du conflit et dépendants des produits énergétiques russes, les pays de l'Union

L'économie mondiale à nouveau dans le brouillard

À la fin de l'année 2021, les dirigeants politiques et économiques nageaient presque dans le bonheur : la pandémie semblait en voie de résorption et les principales économies semblaient en passe de rattraper les pertes de croissance qu'elle avait provoquée tandis que les grandes entreprises affichaient des résultats records.



DR

européenne devraient voir leur croissance se ralentir fortement : la hausse du PIB de la zone euro ne sera plus que de 2,8 % en 2022, et non de 3,9 % comme encore attendu en janvier. Le ralentissement est moins sensible aux États-Unis. Quant à la Chine, ce sont le rebond de la pandémie et les strictes mesures de confinements locaux qui pèsent sur la croissance.

Dérapage des prix alimentaires et misère

Croissance plus faible mais prix qui dérapent : selon le FMI, la hausse des prix va quasiment doubler pour s'établir à 5,7 % en moyenne dans

les pays riches, après 3,1 % l'an dernier. Si dans ces pays, c'est l'explosion des prix énergétiques qui est la plus visible (mais d'autres prix augmentent aussi), dans les pays pauvres ce sont surtout les prix alimentaires qui inquiètent. Le FMI projette un taux d'inflation moyen de 8,7 % dans les pays en développement, après 5,9 % en 2021. Russie et Ukraine sont des gros producteurs et exportateurs de céréales. Une partie de la production de l'Ukraine est impossible à récolter et les exportations ukrainiennes par les ports de la mer Noire sont bloquées : depuis deux mois, une centaine de navires ne peuvent

prendre la mer, ils contiendraient 1,2 million de tonnes de céréales et d'oléagineux. Ce sont surtout les pays africains qui sont dépendants d'importations de céréales : Égypte, Algérie, Afrique de l'Ouest et du Sahel où l'insécurité alimentaire est particulièrement forte. Dans ces pays, la hausse des prix alimentaires est une catastrophe. Les organisations internationales signalent le risque d'« émeutes de la faim ». D'autant que la charge de la dette extérieure est de plus en plus insupportable.

Une anarchie capitaliste grandissante

Elle risque d'être accrue par la hausse des taux d'intérêt. En effet, les banques centrales des pays riches (Réserve fédérale américaine, Banque centrale européenne, etc.) se sont engagées dans une réduction de leur politique de soutien des marchés financiers et de hausse progressive de leurs taux d'intérêt et prévoient de poursuivre dans cette direction. L'objectif affirmé est de réduire l'inflation mais, ce faisant, les banques centrales risquent d'asphyxier un peu plus la croissance et de provoquer des remous sur les marchés financiers, dopés depuis des années par des politiques de taux très faibles. Il est encore trop tôt pour voir si les sanctions économiques auront un impact durable sur la mondialisation (qui répond à une logique profonde du capitalisme) mais le FMI s'alarme aussi d'un risque de fragmentation de l'économie mondiale en blocs géopolitiques. L'économie internationale est donc dans le brouillard, si les prévisions restent très incertaines deux choses sont claires. En premier lieu, les classes dominantes partout dans le monde vont reporter la charge sur les classes populaires sous forme de pertes de pouvoir d'achat et d'économies sur les prestations sociales et les services publics. Ensuite, au-delà de la guerre en Ukraine, ce qui est en cause c'est l'anarchie grandissante de l'économie capitaliste mondiale dont l'affrontement entre puissances n'est qu'un aspect.

Henri Wilno

Vu ailleurs

ENFANTS FRANÇAIS EN SYRIE : AMNESTY INTERPELLE MACRON

Amnesty International France a appelé Emmanuel Macron à rapatrier les 200 enfants français détenus en Syrie et à faire de la protection des droits humains «une priorité» de son second mandat, dans un communiqué publié dimanche soir aussitôt après sa réélection.

«Nous demandons que les 200 enfants français détenus en Syrie, au mépris de toutes les règles de droit, puissent être rapatriés sans délais, ce vers quoi s'acheminent de plus en plus d'États européens», écrit l'ONG.

Jusqu'à présent, Paris a maintenu une politique de retour au cas par cas pour ces enfants – 35, majoritairement des orphelins, ont été rapatriés jusqu'ici – et considère que les adultes devraient être jugés sur place.

Le retour de ces Français qui avaient rejoint l'organisation État islamique est un sujet sensible dans un pays marqué par les attentats jihadistes perpétrés sur son sol depuis 2015.

«Le premier quinquennat n'ayant pas été exemplaire sur les droits humains, nous appelons solennellement le président de la République, réélu [...] à faire en sorte que le second le soit», a déclaré dans le communiqué Cécile Coudriou, présidente d'Amnesty International France.

«Alors que la collecte des preuves de potentiels crimes internationaux est engagée en Ukraine et que plusieurs États européens ont récemment pu juger des criminels de guerre syriens au nom de la compétence universelle, la loi en France comporte toujours des verrous restreignant très fortement les possibilités de poursuite par ses juridictions», déplore par ailleurs l'ONG.

Il est temps «de rompre avec une législation ambiguë et d'effectuer les adaptations nécessaires pour se donner tous les moyens juridiques de juger en France les auteurs présumés de crimes internationaux», insiste l'ONG.

La France doit part ailleurs «cesser les ventes d'armes, à destination de l'Arabie saoudite et des Emirats arabes unis, des pays engagés dans une coalition soupçonnée de crimes de guerre au Yémen», écrit Amnesty International, appelant la France à instaurer «un réel contrôle parlementaire» sur ses ventes d'armes.

Agence France-Presse, «Amnesty appelle Macron à rapatrier les enfants français détenus en Syrie», 24 avril 2022.

l'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai :

12 € = 3 MOIS
D'HEBDO
ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenu et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM

Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo <input type="checkbox"/> 6 mois 35 €	<input type="checkbox"/> 1 an 70 €
Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois 25 €	<input type="checkbox"/> 1 an 50 €
Hebdo + <input type="checkbox"/> 6 mois 60 €	<input type="checkbox"/> 1 an 120 €
Mensuel <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> 6 mois 45 €
Promotion d'essai <input type="checkbox"/>	Hebdo + Mensuel offert <input type="checkbox"/> 3 mois 12 €

ÉTRANGER

Jointez la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@nspa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard

Hebdo <input type="checkbox"/> 17,5 € par trimestre	Mensuel <input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 30 € par trimestre
---	---	---

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

Hebdo <input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	Mensuel <input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 22,5 € par trimestre
---	---	---

Titulaire du compte à débiter

Nom : Prénom :

Adresse :

Code postal : Ville :

Mail :

Désignation du compte à débiter

IBAN :

BIC :

Mandat de prélèvement SEPA

En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficierez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.

Numeréro ICS : FR43ZZZZ5475

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org

L'image de la semaine

